

# « Je propose de supprimer 50 milliards d'impôts de production » - Édouard Philippe.

180 min · Horizon

---

Eh bien bonjour à tous. Voilà nous y sommes. Nous y sommes, c'est le premier grand débat de l'élection présidentielle, ça se passe sur LCI, c'est le débat du MEDEF lors des journées de la REF. Prenons ensemble la mesure du moment. Vous êtes tous désormais sept candidats déclarés à l'élection présidentielle. Je tiens à préciser que pour le placement, ça s'est organisé par tirage au sort, comme ça les choses sont très transparentes, tous réunis sur une même scène pour parler de l'économie, pour parler des préoccupations des Français. On va être très concrets, l'avis et la préoccupation des entrepreneurs en particulier. Vous dire justement que les entrepreneurs, vous avez entendu, lors d'une grande et vaste consultation, 66 000 dirigeants ont été interrogés et à la clé aujourd'hui, eh bien on va vous parler de dettes, on va vous parler d'emploi, de salaire, de réindustrialisation, on va vous parler de normes, on va également entendre les voix de cinq entrepreneurs qui ont accepté de se prêter et on les remercie à l'exercice de poser des questions très directes aux candidats. Mais avant de vous entendre, de les entendre, nous allons maintenant vous proposer un moment d'introduction, vous disposez chacun de deux minutes, deux minutes pour dire quel est le message principal que vous souhaitez aujourd'hui passer au patron qui vous regarde, 6000 dans la salle, beaucoup plus vous l'imaginez, bien au-delà et là encore je précise en toute transparence que l'ordre de prise de parole a été déterminé par un tirage au sort. Alors voilà, Bruno Rotaio, vous avez la parole.

Merci, je voudrais toutes et tous vous saluer et je voudrais, puisque vous avez choisi le courage comme thématique principale de vos journées, commencer cette introduction par ce courage. Le courage pour les hommes et les femmes politiques de dire ce que trop souvent ils ne disent pas. Parler du premier problème qu'éprouvent les entreprises françaises. Le premier problème c'est pas la concurrence, même quand elle est déloyale, vous l'affrontez quotidiennement. Le problème c'est pas non plus les changements technologiques, ils sont vertigineux, mais là encore vous transmordez vos entreprises en permanence. Le premier problème c'est l'état. C'est l'état bureaucratique, c'est un état vorace qui dévore plus de 57 % de la richesse des français que chaque année les français produisent et qui prend les entreprises pour des vaches à lait. C'est un état papras, un état papras qui en fait asphyxie les forces vives de la nation et vous-même les chefs d'entreprise sous des montagnes de contraintes, de normes, de réglementation et qui finit par considérer d'ailleurs les chefs d'entreprise comme des suspects, comme des délinquants potentiels. Alors voyez, je pense que ça ne c'est pas les entreprises qui doivent être au service de l'état, c'est l'état qui doit être au service des entreprises. Il faudra non pas des réformes, il faudra une rupture, une rupture pour changer le système et il faudra aussi une autre ambiance, parce qu'il y en a marre. Il y en a marre de ces discours délirants sur l'annulation d'une partie de la dette alors que la France est au bord de la faillite, que les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés. Il y en a marre de cette obsession fiscale qui, budget après budget, organise la taxation des entreprises et leur affaiblissement. Et puis il y en a marre aussi de cette espèce de chasse à chaque budget qui est ouverte aux chefs d'entreprise. Certains même déclarant que il faut que le succès, il faut considérer que ceux qui réussissent sont dénuables. Eh bien nous ne réussissons pas dans une France qui va mal sans les entreprises. C'est ce que je suis venu vous dire aujourd'hui très clairement et je n'ai jamais changé d'avis depuis des années et des années. Mes convictions ne changeront pas, ni par le passé, ni après l'élection.

Je précise qu'il y a un compteur qui s'affiche juste sous nos yeux. Vous avez dépassé les deux

minutes. C'est donc terminé. Raphaël Glucksmann, vous avez la parole.

Bonjour à tous et je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui et très heureux que vous ayez choisi comme thème le courage. Parce que le courage c'est ce qui manque aux dirigeants français et européens depuis trop longtemps. Le courage d'affronter le réchauffement climatique. Le courage d'affronter la concurrence déloyale de la Chine. Le courage d'affronter les géants de la tech américaine qui transforme la France en colonie numérique. Le courage de refuser un destin de parc d'attraction pour notre pays. Moi, il y a une nouvelle qui m'a marqué. C'est la rencontre de deux infos. D'un côté, on célèbre l'ouverture d'un parc Dragon Ball Z financé par l'Arabie Saoudite en France. Et de l'autre, on enterre le projet de Gigafactory de Fausses-sur-Mer qui devait produire 10 millions de panneaux photovoltaïques par an et créer des milliers d'emplois. Et bien moi, je ne veux pas pour mon pays, la France, d'un destin de parc d'attraction pour taïkun américain, oligarque russe, dignitaire du Parti communiste chinois ou émir du Golfe. Et je suis venu vous proposer un nouveau contrat patriotique qui fixe le cadre pour les cinq ans qui viennent. Il sera organisé autour de trois axes qui travaillent au redressement du pays. Premier axe, la révolution écologique qui sera la grande révolution industrielle du XXI<sup>e</sup> siècle. Le deuxième axe, c'est bâtir à nouveau une société de travailleurs et non plus une société de rentiers et d'héritiers. Et le troisième axe, c'est embrasser la révolution technologique et redevenir un pays créateur. Alors certes, moi, je ne vais pas venir vous voir et vous promettre un choc fiscal de 1000 milliards. Et par ailleurs, amener une broyeuse à normes à l'Arabie saoudite. Mais ce que je vous dis, je vais le faire. Je ne suis pas moi en politique ou candidat pour la quatrième fois à la présidentielle. Mais il y a une chose qui est mon combat depuis le début. Assurer la souveraineté de notre pays. Je me suis battu dans les institutions européennes pour mettre fin à cette religion du libre-échange qui laisse notre

appareil de faire ratiboiser.

Et ce que je vous dis, je le ferai.

Et voilà, chacun est attentif au temps ici, on le sera tout au long du débat. Je suis là pour rappeler les règles à chacun, je le ferai avec chacun d'entre vous pendant les deux prochaines heures et plus encore. Edouard Philippe, vous avez la parole.

Merci, bonjour à tous. J'ai deux minutes, je vais aller vite. La situation n'est pas bonne et les entreprises souffrent, elles sont inquiètes. Les perspectives que je vois dans les entreprises au Havre chez moi, celles que j'ai rencontrées à la Réunion il y a encore quelques jours, partout en France, je vois bien l'inquiétude, le refus d'investir ou plus exactement l'attente d'une amélioration de la situation, la difficulté de trouver les personnes compétentes lorsqu'on veut embaucher. Bref, je mesure parfaitement l'inquiétude qui est la votre et en même temps, je suis convaincu qu'on ne gagne pas une élection, mais surtout qu'on ne sort pas un pays de l'ornière en se contentant de dire ce qui ne va pas et en disant que ça va être dur. Je suis sûr que nous pouvons collectivement créer la richesse nécessaire à ce pays pour avoir une économie prospère, pour faire en sorte que notre pays crée suffisamment de richesses pour lui permettre d'être souverain, d'être libre, de vivre comme il l'entend, de redistribuer la richesse, le cas échéant. Il me paraît qu'il faut au moins trois conditions. La première, ce sont des comptes en ordre. Ces comptes en ordre, ils doivent être remis en ordre non pas en augmentant les impôts, mais en acceptant collectivement de travailler plus. La deuxième chose, c'est que nous devons laisser les entreprises créer de la richesse. Entre 2017 et 2020, nous avons mis en place une politique dite la politique de l'offre, c'est-à-dire une politique qui disait aux entreprises foncez, investissez en France. Cette politique de l'offre, elle a permis d'obtenir des résultats. On doit la continuer. J'ai proposé un double effacement, celui des 50 milliards d'impôts de production, en contrepartie de la suppression de 50 milliards d'aides aux entreprises. Je

propose aussi qu'on sécurise cette catégorie d'entreprises absolument essentielles qui sont des entreprises familiales, en arrêtant de remettre en cause à intervalles réguliers le pacte du trade. Je veux une politique qui, au fond, dise aux chefs d'entreprises et à l'ensemble des entreprises qui créent la richesse, allez-y. Enfin, troisième axe décisif, une grande politique d'infrastructure parce que une économie qui va bien, c'est pas simplement des comptes en ordre et des entreprises qui créent de la richesse, c'est une adaptation aux nécessités de l'époque, notamment en la transformation climatique, mais je suis certain que j'aurai l'occasion d'en dire plus.

Merci. C'est exactement ce que j'allais vous dire. Vous aurez tous l'occasion de vous exprimer largement un peu plus tard. Marine Le Pen, c'est à vous.

Mesdames et messieurs, bonjour. Bon, je crois qu'il y a un consensus général sur la gravité de la situation. Tous les indicateurs économiques ayant viré définitivement au rouge. On n'est pas là non plus, je crois, pour faire un débat sur comment reproduire les erreurs d'hier en les appelant par un autre nom. Moi, j'appelle à l'union de l'ensemble des acteurs, à l'union des salariés et des entrepreneurs pour opérer le redressement. J'oserais même, même en présence de monsieur Attal, la renaissance de la France. Il faut qu'on le fasse ensemble, mais il faut qu'on le fasse ensemble tout simplement parce que l'économie n'est pas hors sol. L'économie, elle s'inscrit dans une histoire, elle s'inscrit dans des institutions, elle s'inscrit dans la psychologie d'un peuple. Et ça, ça s'appelle l'identité économique de la France. Ça n'est pas un gros mot. Notre pays a une identité économique. Cette identité économique, elle s'appuie sur l'identité économique. sur les entreprises, elle s'appuie sur la nation, elle s'appuie sur l'Etat. Elle s'appuie sur des entreprises qui ont beaucoup souffert dans les dix dernières années, qui ont besoin de constance. Ça veut dire que quand on s'engage à baisser les impôts de production, il faut respecter cette promesse. Ça veut dire qu'il faut que les impôts exceptionnels ne deviennent pas des impôts qui soient définitifs. Ça veut dire qu'il faut arrêter la folie normative. La nation, ce sont les hommes et les femmes qui créent la richesse et qui doivent pouvoir donner le meilleur de même. Ça passe par l'éducation, ça passe par une réforme de la formation, ça passe par la juste valorisation du travail. Et là, l'Etat, lui, il a un rôle qui est quand même essentiel, qui est de créer les conditions d'un environnement économique maximal. C'est à dire mettre en place des conditions pour que vous autres entrepreneurs puissiez créer de la richesse. On aura l'occasion de discuter durant le débat de toutes les conditions qui sont nécessaires, précisément pour que l'Etat remplisse ce rôle. Merci, Marine Le Pen.

Pour ceux qui nous rejoignent, vous êtes sur LCI. C'est le premier débat de la présidentielle, le débat du MEDEF. Et c'est maintenant Jean-Luc Mélenchon qui a deux minutes pour son introduction.

Bon, je vais commencer par vous dire bonjour et puis ensuite vous dire que je crois que dans les cinq ans qui viennent, nous avons intérêt à bien comprendre que l'économie mondiale va prendre de rudes coups de choc et que la France ne pourra pas vivre en dehors de ces chocs. Le premier, ça va être le changement climatique parce qu'il va perturber toutes les chaînes de production, il va perturber la finance de l'assurance et il va perturber d'une manière générale absolument tout le champ des activités humaines. Le second, c'est que nous sommes menacés d'une crise financière qu'elle vienne de la bulle numérique ou qu'elle vienne de la dette des États, à commencer par les États-Unis d'Amérique. Ensuite, il y a la bascule du monde vers l'Asie chinoise qui est un défi qui conduit les Nord-Américains à penser qu'il n'y a pas de solution de marché à la compétition avec les Chinois. Autrement dit, c'est la menace de guerre et nous les en savons capables. Et je déplore que nos débats se limitent à discuter tout le temps de savoir de combien on va payer l'impôt parce que cette affaire-là, qui est une politique qui a été appliquée depuis au moins 20 ans et peut-être davantage, n'a pas marché. Et je n'hésiterai pas à vous dire que le total du déficit aujourd'hui, c'est le total des cadeaux fiscaux qui ont été faits. Par conséquent, pour ma part, j'offre un nouveau cadre

d'action. Ça commence d'abord par le retour de l'État. Je crois à l'État. Le retour de l'État est avec lui la planification écologique pour gagner en visibilité, fonder l'économie circulaire et prendre les mesures qui s'imposent à tous pour faire face à la crise climatique qui arrive. Ensuite, il nous faut que l'argent circule et non pas soit retenu dans des bulles. C'est la raison pour laquelle il faut réorganiser un crédit facile, fluide. Ce crédit facile et fluide, je compte le faire avec un pôle public. Je termine, je crois qu'il est debout, et là, je termine par un point. Je vous mets en alerte. Le budget, le corps nu, plus l'inflation alimentaire, si vous n'augmentez pas les salaires, la France va tomber en récession. Ça, c'est votre responsabilité.

Gabrielle Attal.

Je crois que ce qui est attendu de nous aujourd'hui, c'est de faire preuve de lucidité. Beaucoup de choses ont déjà été dites sur les dernières années, certaines un peu caricaturales, donnant le sentiment que tout aurait été mal fait. Moi, je crois qu'il y a eu des réussites ces dernières années. La baisse du chômage jusqu'en 2024, l'apprentissage jusqu'aux dernières décisions très néfastes qui ont été prises, et le retour de l'attractivité pour les investissements étrangers. Mais la lucidité, c'est aussi de reconnaître qu'il y a eu des échecs et des erreurs économiques. J'en citerai trois. La première, c'est avec la dissolution, la fin de dix ans de politique de l'offre qui avait démarré sous François Hollande avec le CICE. La deuxième, c'est un débat public et pourtant qui est central dans l'économie française. C'est le logement et le bâtiment qui a pâti de mauvaises décisions qui ont été prises ces dernières années. Et la troisième, c'est l'échec finalement d'un engagement à libérer les énergies, enlever des bâtons dans les roues de ceux qui veulent faire pour en mettre dans les roues de ceux qui passent leur temps à empêcher de faire. Et malgré tout ça, je le dis, moi j'ai confiance pour l'avenir. On est là pour parler d'avenir. J'ai confiance parce que je crois que c'est possible que la France soit la plus belle page devant elle dans les années qui viennent. Ce qui m'empêche de dormir aujourd'hui, c'est trois choses. Un, le moral de nos entrepreneurs. Parce que quand nos entrepreneurs craquent, c'est le pays qui craque. Et Monsieur Mélenchon, je vous ai écouté. À votre place, j'aurais présenté des excuses pour les propos de Manon Aubry qui a qualifié des entrepreneurs français de nuisibles et de parasites. La deuxième chose, merci mais n'arrête pas le compteur pendant les applaudissements, donc je vais accélérer. La deuxième chose qui m'empêche de dormir, c'est la Chine. On parle beaucoup des États-Unis aujourd'hui dans les médias et dans la presse. Il y a une politique chinoise assumée, visant à couler notre industrie. On peut avoir tous les débats si on n'apporte pas les réponses nécessaires. On n'arrivera pas à résister. Et la troisième chose, la troisième chose, c'est le défi de l'intelligence artificielle et de l'innovation. Pendant les deux heures de ce débat, les géants du numérique américain auront investi 100 millions de dollars de la recherche en IA. On doit être au rendez-vous.

C'est à Marine Tondelier. Vous en plus, vous avez deux minutes.

Eh bien, merci beaucoup de votre invitation et de votre accueil. Et monsieur le président du MEDEF, nous avons un point commun. J'ai lu votre discours d'hier et vous avez appelé de vos vœux un programme présidentiel de liberté. Eh bien, les écologistes aussi veulent la liberté. Je dirais même que l'écologie est la condition de la liberté. Je vais vous expliquer pourquoi. En prenant une image, celle du navigateur style skipper du Vendée Globe, qui sait qu'il dépend de son écosystème, du courant, de la marée, de la houle, du vent, et qui peut décider s'il le souhaite parce qu'il y a un récif devant lui et que ça contrarie sa trajectoire de considérer que ce récif n'existe pas. Mais il y a de fortes chances, un, que le récif ne soit pas tenu de partager son opinion et deux, que ça se termine plutôt mal. Et donc, la liberté, c'est pas le fait de n'avoir aucune contrainte, aucune dépendance. Elles existent, ces dépendances. C'est de considérer le monde réel tel qu'il est, de maîtriser son écosystème et de trouver les solutions pour naviguer dans cet écosystème. Eh bien, la planète, c'est

pareil. Nous, comme citoyens, vous, comme entrepreneurs, l'activité économique dépend aussi de la température qu'il fait, dépend du cycle de l'eau, dépend de l'océan, des forêts, dépend de tout ça. Et donc, on peut appeler liberté le fait de franchir une à une ces limites planétaires en disant qu'on décide de ne pas voir et de ne pas savoir. Mais la vérité, c'est qu'en faisant ça, on ne sera pas indépendant de la nature, ça se décrète pas. On se rendra juste beaucoup plus vulnérable à ces déstabilisations. Et c'est ce qui est arrivé cet été à cause de vous, de vous, de vous, de personnes qui ont décidé d'être dans le déni climatique et qui nous ont amené là. Et je vous le dis, ça coûte très cher. Une journée de canicule coûte à notre économie le même prix qu'une demi-journée de grève. C'est ça, la réalité. Et donc, vous voulez être libre. Moi aussi, je veux que nous soyons libres. Et pour ça, on va avoir besoin de décision ici, ici et partout dans le pays. C'est une décision courageuse et engageante. Et je compte sur vous, cher monde de l'entreprise, parce que j'ai discuté avec beaucoup d'entre vous depuis mon arrivée ce matin et puis tout au long de l'année. Et je sais à quel point, premièrement, vous êtes des chefs d'entreprise, mais vous êtes aussi des parents, aussi des grands-parents. Vous tenez tous à des enfants et vous avez envie qu'ils aient une planète de table, mais aussi, aussi, parce que beaucoup de chefs d'entreprise, je le sais, ont bien mieux compris les enjeux environnementaux

de ceux qui nous gouvernent. Les bases de ce premier débat d'élection présidentielle, le débat du MEDEF, sont posées. Ça se passe en exclusivité sur LCI. Et on va commencer par un premier thème, la dette. C'est l'une des grandes inquiétudes des patrons révélées notamment par la consultation, dont je vous parlais un peu plus tôt, consultation du MEDEF. 75 % d'entre vous, les entrepreneurs, jugent prioritaire de réduire la dette et les dépenses publiques. Éric Malenfer, merci d'être avec nous. Vous faites partie de ces entrepreneurs qui ont accepté d'être là pour poser des questions très directes. Vous êtes à la tête d'une entreprise familiale de géomètres. Je vous en prie, présentez-vous et surtout, présentez votre problématique aux candidats ici réunis.

Je vous remercie. Alors, moi, je suis géomètre expert. C'est -à-dire que mon métier, c'est de mesurer tout ce qui bouge et ce qui bouge pas. Il y a une chose qui bouge pas. Emprunter pour payer les frais de fonctionnement courant, ça marche pas. Je l'ai fait dans le cadre du PGE. Résultat de la négociation avec les banques, c'est zéro dividende jusqu'à la fin du remboursement complet, plus deux ans. Et c'est annulation de tous mes comptes courants jusqu'à ma retraite. C'est pas la même chose pour l'Etat. Alors qu'on ne me dise pas, s'il vous plaît, j'ai du mal à l'entendre, qu'annuler la dette, ça suffit. Le déficit public, c'est 4,8 points de PIB. Les intérêts de la dette qui disparaîtraient si on annulait la dette, c'est 2,4. Donc même en supprimant la dette, les intérêts supprimés, on continuerait de toute façon à avoir du déficit. Or, nous sommes titulaires de trois records. 45,3 % de prélèvement. On est le deuxième en Europe. et au niveau international c'est quand même assez magnifique, donc on ne peut pas l'augmenter. 57,3 % de dépenses publiques, on est le premier d'Europe, et je vous le disais 4,8 % de déficit quand même. Et pourtant ça ne s'équilibre pas. Donc les recettes sont énormes et ça ne s'équilibre pas. Ce n'est pas du tout une opinion, c'est une soustraction. Alors je ne me demande absolument pas moins d'Etat, on est tous là, on a félicité les pompiers hier, on veut des hôpitaux, on veut des écoles, on veut des infrastructures, on demande juste un équilibre budgétaire, on veut juste des services mutualisés avec une qualité de service, mais avec un coût raisonnable. Et donc où ce niche se déficite ? Et ma question arrive. Depuis 2000, l'Etat central a reculé de 0,5 points, c'est plutôt pas mal. Par contre, tout ce qui touche le social, maladie, famille, chômage, retraite a explosé de 3,4 points. 5 réformes depuis 1993 pour la retraite, toutes dans le conflit, aucune dans le consensus. La dernière, celle de 2023, était suspendue en décembre, ça fait 18 mois après le vote. Deux questions s'il vous plaît. Est-ce qu'avec courage, si vous êtes à la tête de l'Etat, vous pouvez me donner une date à partir de laquelle on n'empruntera plus pour le fonctionnement de l'Etat ? Première question, une année. Et la deuxième, toujours avec courage, la réforme de 2023 qui est suspendue jusqu'à 2028, êtes-vous

prêt à en rétablir le calendrier qui a été voté par le Parlement

? Merci beaucoup Eric, mal en faire. Donc, ça n 'aura échappé à personne ces derniers jours, il y a un sujet qui est central dans le débat politique, mais pour nos autres emprunteurs, la question de la dette. Alors, Jean -Luc Mélenchon, on va être clair, vous avez remis comme rarement dans l 'atmosphère le mot dette ces derniers jours. Je rappelle votre proposition, je vous cite, de foutre au feu 600 millions de dettes françaises. Dans votre programme, ça donne refuser le chantage, annuler la dette publique. Vous savez très bien que nombre des personnes dans cette salle jugent que c 'est absolument pas réaliste, que c 'est irresponsable. Que répondez -vous Eric ?

Alors, ce sont deux sortes de questions, j 'apprécie celle que... la manière avec laquelle vous l 'avez posé. Je vais vous dire la chose suivante. Le premier point, c 'est qu 'il faut cesser de décrier notre État et la construction sociopolitique de notre pays. La dépense française est dans la moyenne européenne pour l 'État. Le salaire des fonctionnaires a reculé de 6 points dans le PIB. La dépense de l 'État de 7 points en 20 ans. Donc il faut cesser de dire que l 'État jèterait l 'argent par les fenêtres. Deuxièmement, la quasi totalité de la dépense de l 'État est redistribuée sous une forme ou sous une autre. Investissement, fonctionnement, ceci, cela. Ce n 'est donc pas de l 'argent qui disparaît dans le sable. La question qui nous est posée, c 'est celle de son usage. Vous me demandez comment rétablir les comptes. Je pourrais vous faire une réponse très provocante et instantanée. Si nous supprimons toutes les aides aux entreprises, le déficit de l 'État disparaît. Pourquoi ? Monsieur Fabien Guet a parlé de 210 milliards d 'aides. Le président de cette commission, qui est les Républicains, donc pas un gauchiste échevelé, lui parle de 120 milliards. Le déficit de l 'État est de 150 milliards. Si je décide instantanément de ceder, de cesser les aides aux entreprises, il n 'y a plus de déficit de l 'État. Donc ce n 'est pas là qu 'est la question. Nous devons retrouver des marges de man-uvre. Nous en sommes conscients, vous et moi. Où allons -nous les retrouver ? Premièrement, nous devons retrouver du crédit fluide. Aujourd 'hui, le comportement bancaire n 'est pas acceptable. Il n 'aide pas l 'économie, il la surveille. Ce n 'est pas la même chose. Deuxième élément, la manière avec laquelle intervient l 'État en tant qu 'investisseur, et vous -même. Donc ce que je peux faire dans cette situation, après avoir relâché la pression qui existe sur ce plan, sur les aides, plus d 'aides sans contrepartie. Ça c 'est clair, tout le monde comprend. Ça sera comme ça avec moi. Deuxièmement, la question de la dette, parce que je n 'ai pas le temps de développer en 4 minutes. La question de la suppression de la dette est posée depuis 10 ans. Il y a un débat parmi les économistes. Donc évitons les caricatures, sinon on ne se comprend pas et on ne sait plus de quoi on parle. Je parle de la dette de la France auprès de la Banque Centrale Européenne. Voilà de quoi je parle. Et cette dette, c 'est une dette à nous -mêmes car nous sommes membres de l 'euro. Si bien que si la proposition est sur la table. Évidemment pas nous les Français, tout seul à décider que la dette n 'existe plus. Mais si nous avons une proposition européenne et si nous motivons, au moment où les taux d 'intérêt sont les plus élevés, plus de 4 points, nous ferons baisser ces taux d 'intérêt parce que le ratio entre la dette de tous les États de l 'Europe et leur PIB se sera amélioré. Voilà le sens de cette proposition. Les Américains font ça. Ils viennent de se racheter leur propre dette. Et nous, on serait les seuls de l 'univers à renoncer à cette possibilité. Alors pourquoi a -t -on fait une monnaie unique ? Pourquoi avons -nous une Banque Centrale Européenne commune ? Nous le pouvons. Et je vous prends le pari. Si je suis élu, je trouverai des alliés en Europe. Notamment dans les pays latins. Et sans doute aussi les Allemands. Car cette année, ils vont passer des 3 % de déficit. Donc il y a un débat. Ne le caricaturons pas. Je ne suis pas en train de mettre en cause les créanciers privés, en tout cas à cette étape.

· Alors Jean -Luc Mélenchon, ayons -le ce débat. Édouard Philippe, je vous ai vu... N 'hésitez pas tous à rapprocher votre micro. · Non mais c 'est pour

vérifier si vous suivez.

· Je vous fais le petit point technique. Vous rapprochez bien vos micros pour qu'on vous entende bien. Voilà, ça c'est dit, ça c'est fait. Édouard Philippe, je vous voyais réagir et je me tourne vers vous parce que vous savez très bien que les derniers quinquennats du macronisme ont été souvent jugés, sont toujours jugés très responsables de la dégradation de la situation. Alors vous, que répondez-vous à Mélenchon qui est juste ici ? Et surtout, qu'avez-vous à proposer ? Est-ce qu'il y a toujours question d'un référendum, d'une règle d'or

? · D'abord, un, que la question de la dette, c'est pas une question... C'est une question extrêmement sérieuse. Et je dois dire que ce que je viens d'entendre de la part de M. Mélenchon pourrait m'amuser si ce n'était pas aussi dangereux. Je pense que ce que vous venez de dire, M. Mélenchon, c'est extrêmement dangereux. Je pense, très sincèrement, que expliquer à nos partenaires que nous n'allons pas respecter des règles dont nous sommes convenus en commun, que les Grecs ont respecté. D'ailleurs, j'observe que ceux qui ont mis en place les mesures très dures en Grèce, c'était des partis très à gauche qui n'ont pas eu le choix. Ce que vous êtes en train de dire, M. Mélenchon, au fond revient à ça. Vous expliquez qu'on va brûler la dette et vous allez faire en sorte que la France finisse interdit bancaire. Je ne veux pas de ça. La France, elle a une parole, elle la tient et elle remet en ordre ses comptes comme tous les autres pays l'ont fait, y compris lorsqu'ils étaient gouvernés à gauche, avec du sérieux, c'est pas un gros mot, et en tenant les engagements qu'on a pris. Donc, je pense que la dette est un sujet sérieux. La deuxième chose que je crois, c'est que le risque est élevé. Et je sais bien que quand on dit en France, on dit, attention, on est dans une passe qui est dangereuse. Nos concitoyens, même dans le débat public, disent toujours, attendez, la France, c'est pas la Grèce. Je me permets de vous faire observer, M. Mélenchon, que les Grecs, avant la crise financière, ils disaient, la Grèce, c'est pas l'Argentine. Et à la fin, la crise est arrivée. L'effet de la dette sur notre économie, c'est un risque de choc extrêmement brutal, qui serait terrible pour les plus fragiles, et deux, peut-être pire encore, un lent étranglement que nous sommes en train de vivre et qui nous interdit d'investir, de bouger, de conquérir l'avenir. Nous devons revenir à un esprit de conquête. Pour revenir à cet esprit de conquête, il faut régler cette question du déficit et de la dette. Et je le dis comme je le pense. Troisième chose. L

l'effet rindome sur les règles d'or, par exemple.

Troisième chose. L'endroit où nous dépensons beaucoup plus, non pas que les Chinois, non pas que des pays qui sont difficilement comparables par leur histoire, par leur identité, comme disait Mme Le Pen tout à l'heure, par rapport à nos voisins, l'endroit où nous consacrons beaucoup plus de richesse que nos voisins, c'est la dépense sociale. Nous avons une dépense sociale bien plus élevée, bien plus élevée, bien plus élevée. Prenez votre micro, Jean-Luc Mélenchon. Vous n'entendez pas au micro, mais mon voisin de gauche m'interrompt. Il est doublement mon voisin de gauche du reste.

Allez -y. C'est donc

dans la maîtrise de la dépense sociale que nous devons faire des progrès, et notamment sur la question des retraites. Et je ne dis pas qu'il faut tailler dans les retraites. J'observe qu'en France, nous dépensons trois points de PIB de plus que ce que les Allemands consacrent à leur retraite. Je dis donc que nous devons faire, s'agissant des retraites, ce que tous les autres pays d'Europe, de droite ou de gauche, ont accepté de faire, travailler plus longtemps.

D'accord, quel âge ? Parlez-moi à

Edor Philippe. Vous

savez très bien que

nous sommes des identitaires. Le thème de cette université d'été, c'est le courage. Tous les pays d'Europe, tous ont eu le courage de dire, compte tenu de nos démographies et compte tenu de notre envie de préserver le modèle social et le pouvoir d'achat des actifs. Nous allons devoir travailler plus longtemps. Le courage en France. Et ceux qui rassent gratis ne diront pas ça. Mais tous les autres doivent accepter de dire que oui, nous allons devoir travailler un peu plus si nous voulons préserver notre modèle social et notre richesse. Un peu

plus tout le monde. Un

peu plus tout le monde mais pas dans les mêmes conditions.

Jusqu'où poussez-vous le curseur du courage ? Donc c'est l'âge, la question de l'âge. Ceux qui nous regardent, ils disent ok, très bien.

Non, non, pardon madame. Ils disent non, non, non. Ça n'est pas populaire de dire ça. Et ils disent pas très bien. Croyez-moi, ils disent pas très bien. Mais je dis que nous allons devoir travailler plus longtemps. Plus, plus pour ceux qui le peuvent. Et nous devons prendre en compte la réalité des métiers parce qu'ils ne sont pas tous les mêmes. Parce qu'on n'a pas tous le même rapport au travail. Et qu'il est normal si on ne fait pas de déni démographique, de ne pas faire de déni de réalité. Donc nous allons travailler plus longtemps. Et j'ai proposé, c'est vrai, quelque chose qui s'apparente à une règle d'or qui permettrait, compte tenu du désordre que nous avons observé à l'Assemblée nationale, de poser une règle contraignant le Parlement à respecter cet équilibre des finances publiques.

Et moi aussi, je pose les règles. Tenez Marine Le Pen, vous qui avez dit, c'était il y a une semaine, je crois, il est grand temps de nettoyer les écuries d'Ogiace en parlant de la dette. Pardon, point retraite quand même. Le mot a été prononcé, il faut qu'on s'y arrête quelques instants. Jusqu'où vous

vous êtes ce curseur du courage ? Alors on va s'y arrêter, mais je voudrais quand même faire remarquer à la assistance parce qu'à chaque fois qu'il s'agit de parler de la dette, beaucoup de beaux mondes proposent que ce soient les autres qui fassent un effort. Moi, il m'apparaît que le premier qui doit faire un effort, c'est l'Etat. Et il doit baisser drastiquement son train de vie. Voilà ce que je viens de dire. Parce que oui, je suis très inquiète par la situation de la dette. Donc clairement, nous la rembourserons. Deuxièmement, nous sommes pour l'inscription dans la Constitution d'une règle d'or. Vous voyez qu'on peut avoir un certain nombre de points communs. Nous présenterons, juste avant le débat budgétaire, nous présenterons notre trajectoire de rétablissement des finances publiques avec 125 milliards d'euros d'économie. Pourquoi ? Pas parce que ça me fait plaisir. Parce qu'il est absolument nécessaire de le faire. Parce qu'aujourd'hui, l'effet boule de neige de la dette n'est même plus le fait de l'importance des taux d'intérêt. C'est le refinancement de la dette qui, aujourd'hui, crée un effet boule de neige qui va, pour la souverainiste que je suis, nous priver de notre liberté, mais surtout nous mettre dans une situation économique, et vous, et nous d'ailleurs, qui sera dramatique. Sur la retraite, pardon de vous dire, et on se donne rendez-vous la deuxième semaine d'octobre. Vous verrez le nombre de secteurs dans lesquels on peut faire des économies. Les agences 1200, les hauts instituts de je ne sais pas quoi, qui soit servent à rien, soit sont totalement toxiques. Pardon de le dire, et j'aurais des gens qui ne seront pas d'accord avec moi, sûrement. L'immigration qui coûte très cher à notre système de protection sociale. L'Union européenne, il n'y a pas de raison majeure qu'on lui accorde plus de 5 milliards de contributions

nettes. Cette contribution, elle s'est envolée dans les dernières années sans que l'Union européenne n'apporte beaucoup, il faut bien le dire, à notre économie, si ce n'est une masse considérable de normes de contraintes, d'empêchement, et de règles diverses et variées. Ça, c'est pour la dette, pour la retraite. La réforme des retraites que je propose, que j'ai proposée, elle part d'un principe qui n'est pas un principe comptable. Ça ne veut pas dire que je me moque de la comptabilité, mais elle ne part pas d'un principe comptable. Elle part d'une évidence et que le taux d'emploi en France est trop bas. Nous avons notamment pour les jeunes 15 points de retard sur l'Allemagne. Et nous avons je crois plus de près de 7 points d'écart pour le taux d'emploi général. Ça veut dire que le stock en réalité de travail n'est pas suffisant. Alors la facilité, pardon monsieur Philippe, c'est de dire, il n'y a qu'à faire travailler les gens plus longtemps. Sans d'ailleurs admettre qu'en réalité, il est extrêmement difficile de les faire travailler au-delà d'un certain âge. Parce que bien souvent, il faut bien le dire, lorsqu'ils sont licenciés à partir de 55 ou de 60 ans, ils ont le plus grand mal à retrouver un emploi. Et vous le savez, puisque vous avez proposé que les indemnités chômage soient réduits avant 50 ans. Ça veut donc dire qu'après 50 ans, vous savez qu'il est extrêmement difficile de retrouver pour le coup un emploi. Donc moi, ma première préoccupation, c'est d'augmenter le taux d'emploi des jeunes. Le premier emploi effectif chez les jeunes, c'est 27 ans. C'est considérable. Il faut qu'il y ait plus de jeunes qui rentrent sur le marché du travail avant l'âge auquel ils le font aujourd'hui. Et pour cela, la réforme de retraite que je propose est une incitation. Elle répond également au problème de la pénibilité, sans multiplier par l'âge du capitaine, le nombre de fois où on s'est penché dans la journée. Tous ceux qui ont commencé à avoir un emploi effectif au sens de l'INSEE avant 20 ans, cotiseront 40 ans et partiront à 60 ans. Puis progressivement, jusqu'à 24 ans et demi, on arrivera à 42 ans de cotisation et un âge légal de 62 ans. Parallèlement, et je terminerai, parce que je me suis attachée au début, si je puis me permettre, de la vie au travail, je m'attache également à la fin. Nous mettrons en place des incitations pour que ceux qui ont dépassé l'âge de la retraite et ont leur trimestre puissent continuer à travailler s'ils le souhaitent. Et pour cela, par exemple, nous proposons de supprimer les cotisations retraite et les cotisations chômage. Ça incite les entreprises et ça incite les salariés. Mais pardon, je ne vais pas... Oui, le temps file. Oui, le temps file. Enfin, il a filé aussi beaucoup pour les autres.

## Cette réforme

des retraites s'englobe dans un projet économique global dans lequel massivement nous allons soutenir l'apprentissage, massivement nous allons soutenir l'alternance, massivement nous allons réformer les offres de formation pour qu'elles correspondent aux besoins qui sont celles des entreprises. Alors terminons parce que j'entends déjà ce qu'on va me dire. Elle coûtera, la réforme que je propose, 9 milliards d'euros en année pleine. Vous me direz, ah mon Dieu, c'est un déficit supplémentaire. C'est un choix de société, mesdames et messieurs. Comme est un choix de société le fait d'avoir exonéré les entreprises de charge progressivement jusqu'à trois fois le smic parce que le coût du travail est trop important. C'est un choix de société. Assumons les choix de société. Moi, je les assume.

On a encore pas mal de temps devant nous. On va pouvoir aborder encore pas mal de ces thèmes. Moi, Raphaël Glucksmann, j'ai envie de savoir si vous serez le candidat de gauche qui assumera de dire aux Français, il faut travailler plus longtemps. Alors

d'abord, vous allez savoir que je suis le candidat qui va assumer de dire que la solution de Marine Le Pen pour lutter contre la dette, c'est mettre fin à l'immigration. Et je pense que c'est vraiment le lieu de produire une telle analyse. Vous allez faire soit comme Mme Mélonie, c'est -à-dire promettre une immigration zéro et ensuite vous rendre compte qu'on a besoin d'immigration dans notre pays, d'immigration de travail, soit couler définitivement l'économie française et aggraver grandement la

dette. Et le deuxième coupable de la dette, selon Marine Le Pen, c'est l'Union européenne. Alors là, excusez -moi, c'est aussi, si, c'est ce que vous avez dit, puisque si on arrête de contribuer à l'Union européenne, ça veut dire qu'on en sort, c'est qu'on sort des traités. Et j'aimerais qu'on comprenne quand même la gravité d'un tel propos. Pas simplement en manière géopolitique, mais économiquement. Quel est l'avenir des entreprises françaises ? C'est le marché européen et c'est justement le fait d'assumer ce marché unique. C'est ça l'avenir des entreprises européennes. Où est le niveau de protection pour nos entreprises ? C'est à l'échelle européenne. Et moi, vous savez, au Parlement européen, je me suis battu pour que les dirigeants européens sortent de leur idéologie du libre-échange. Et à chaque fois que j'ai porté un texte, le bannissement des produits du travail forcé chinois, le fait de réserver les fonds européens de défense aux productions européennes, le fait d'imposer des normes aux géants de la tech américains, à chaque fois, madame Le Pen, vos députés étaient contre par idéologie anti-européenne. Et vous-même, madame Le Pen, vous-même à l'Assemblée nationale, quand il y a un vote sur la taxe, sur les petits colis, sur le marché chinois, sur Chine, cette plateforme qui est en train de détruire l'industrie de la mode française, qui est en train de saccager les commerces des centres-bours français, eh bien vous votez contre. Vous votez contre la protection des industries françaises, vous votez contre la protection des petits commerces français, et tout ça par idéologie. Donc quand on vous pose une question sur la dette, vous répondez les immigrés et l'Europe. Eh bien non, il y a d'autres problèmes en France. Madame Le Pen, et donc sur la question, sur la question pourquoi, et je vais répondre d'ailleurs à votre question directement, vous demandez quand est-ce qu'on remettra le calendrier de la réforme qui a été abrogé ou repoussée. Eh bien moi, nous, nous l'abrogerons, cette réforme, parce que nous pensons qu'elle est injuste. Elle est injuste. Et que la seule réforme des retraites qui peut fonctionner et faire consensus dans notre société, c'est une réforme juste. Et maintenant quand on me pose la question, est-ce que vous, vous voulez une réforme des retraites ou juste un retour pur au statu quo hanté ? bien je vais vous dire, oui il faudra faire une réforme des retraites, mais il faudra la fonder sur la pénibilité et j'en profite puisque je suis au MEDEF. Il y a eu un conclave et la CEF DT et d'autres syndicats patronaux étaient proches d'un accord et je pense que vous avez fait une erreur. Mais on en discutera encore, je pense que vous avez fait une erreur parce qu'en fait une réforme juste, c'est une réforme qui considère que nous ne sommes pas égaux face au travail, que nous ne sommes pas égaux face à la retraite et donc nous ne pouvons pas être égaux face à la retraite. Et une réforme de gauche, c'est celle qui permet à ceux qui ont trimé dur et qui arrivent à la retraite avec une espérance de vie en bonne santé beaucoup plus faible que ceux qui ont eu une carrière plus facile de partir plus tôt. Et donc on ne peut pas donner une réponse universelle à cette question de où est-ce que vous mettez le curseur, où est-ce que vous mettez l'âge. Maintenant, je veux continuer sur la dette. Oui, mais il

[va bientôt falloir s'arrêter quand même.](#)

Oui, j'ai assisté à un meeting de Edouard Philippe puis à un meeting de Marine Le Pen, je peux donc avoir mon propre meeting. Si

[chacun vous fait un meeting, personne ne va s'en sortir, ce sera bien pour l'autre.](#)

Laissez -moi finir sur la dette. Il faut s'attaquer à la dette. Oui, il va falloir faire des économies. Oui, il y a une taxation sur les plus hauts patrimoines qui est nécessaire. Oui, il va falloir voir comment fonctionne le train de vie de l'Etat. Mais non, c'est pas l'Etat qui est en train de faire exploser la dette. C'est faux. Donc maintenant, posons -nous la question de la dette. D'où vient-elle structurellement ? Structurellement, la dette vient de la désindustrialisation des années 80 -90. Elle est structurelle dans notre pays parce que nous ne produisons pas assez de richesses et que nous ne produisons pas assez de biens manufacturés. Vous voulez résorber la dette, il faut rapatrier des usines. Il faut faire en sorte qu'on produise dans notre

pays. Il faut protéger nos

producteurs et arrêter de les exposer à une concurrence déloyale. Et pour finir, c'est quand même assez étonnant de se prendre des leçons sur la dette de la part de deux anciens premiers ministres d'Emmanuel Macron. C'est bien qu'ils soient deux d'ailleurs parce que pour défendre ce bilan, il vaut mieux être deux. Parce que faire 1000 milliards de dette supplémentaire sans créer le moindre actif sur lequel on peut s'appuyer, c'est vraiment chapeau bas.

Vraiment, Raphaël Luxemann, en avance. Mais alors justement, je vous donne la parole, Gabriel Attal, puisque vous devez visiblement être deux pour défendre un bilan. Allez -y.

D'abord, je pense que c'est bien de répondre concrètement aux questions qui ont été posées par le chef d'entreprise. Pour l'instant, il n'y a pas eu beaucoup de réponses. Sur la première question, celle du calendrier, j'ai fixé un cap. Revenir sous les 3 % en 2032 et à l'équilibre en 2037. Maintenant, la question, c'est comment est-ce qu'on y arrive ? C'est ça que les Français attendent de savoir. L'INSEE, qui est un institut statistique indépendant, a établi que sur l'année 2024, pour la première fois depuis 15 ans, l'État avait dépensé moins que l'année précédente. Ce n'était pas arrivé depuis 15 ans. C'est l'INSEE qui le dit. C'est en ligne. C'est public. Pourquoi ? Parce qu'avec mon gouvernement, on a assumé de prendre un certain nombre de décisions qui ont été très contestées. Annuler 10 milliards d'euros de crédits budgétaires dans les ministères, justement en cours d'année, décret qui donne lieu d'ailleurs à des fake news absolus et à des instrumentalisation totales. On a assumé de doubler les franchises médicales. On a assumé de geler et de surgeler un certain nombre de crédits de l'État. Résultat, l'État a dépensé moins que l'année précédente. Pourquoi est-ce que le déficit a augmenté en 2024 ? Pas du fait des dépenses de l'État qui ont baissé par rapport à l'année d'avant, du fait des dépenses sociales. Et je regrette que dans un certain nombre d'interventions, on passe sous le tapis le fait que la majorité de la dépense publique en France, c'est de la dépense sociale. Il faut avoir la clarté de le dire, puisque c'est une réalité. Et donc, il faut assumer que la majorité de nos économies doivent être faites sur la dépense sociale. Il y a plein de mesures qui sont proposées, évidemment, des mesures d'économie de rationalisation sur l'assurance maladie, sur les arrêts maladie, sur l'assurance chômage. Mais je pense qu'on n'en est plus à des mesures de soins palliatifs. Je pense qu'il faut assumer de changer assez profondément notre système social. On n'en est plus à des ajustements de paramètres. Sur la retraite, qui était votre deuxième question, j'étais contre la suspension de la réforme de 2023. Donc, évidemment, à l'issue de la période de suspension, si les Français me font confiance, elle reprendra son calendrier qui était prévu. Mais enfin, il va falloir qu'on assume de changer le système de retraite. Parce que la réalité, c'est que tous les deux ans, les trois ans ou les quatre ans, vous avez des gouvernements qui viennent expliquer aux Français qu'il faut décaler l'âge légal de départ, mais que c'est la dernière réforme parce qu'elle va sauver le système. Et ensuite, vous avez un autre gouvernement qui arrive deux ans ou trois ans plus tard pour décaler à nouveau l'âge légal de départ. Le problème, ce n'est plus les paramètres, c'est le système. Et la réalité, c'est que si on n'avait pas de système de retraite en France aujourd'hui et qu'on devait en bâtir un, en inventer un, ne serait-ce que pour des raisons démographiques, on ne ferait pas ce système par répartition, on construirait un système par capitalisation. C'est la réalité. Là aussi, il faut avoir le courage de le dire et ça serait bon pour notre économie. Donc moi, ce que je propose, c'est un nouveau système universel pour renouer avec une ambition qui a été la nôtre en 2017 de système universel, malheureusement abandonné à l'époque, un système libre qui se fonde sur la durée de cotisation. Vous partez tôt, vous avez peu. Vous partez tard, vous avez beaucoup plus avec une incitation à travailler davantage. Et puis un système avec un vrai pilier de capitalisation. Ça, c'est pour les dépenses sociales. Ensuite, il y a évidemment les dépenses de l'État sur lesquelles on doit continuer à faire des économies. On a une opportunité avec l'intelligence artificielle. Vous êtes toutes et tous

chef d'entreprise. Tous les jours, vous vous interrogez dans votre entreprise sur comment on fait mieux avec moins. C'est basique. On doit avoir la même réflexion pour les administrations publiques grâce à cette révolution et l'intelligence artificielle. Non, là, j'ai eu moins de temps que les autres, madame Carrouet. Ça va juste terminer. J'ai eu moins de temps que ceux qui se sont exprimés auparavant. Troisième chose, les collectivités locales, il faut assumer de rationaliser aussi et de faire une nouvelle organisation territoriale avec moins de collectivités territoriales qui, par ailleurs, seront plus clairement identifiées par les entreprises et par les Français pour les politiques qu'elles mèneront. Donc c'est possible d'y arriver. Et moi, je le dis, les discours fatalistes qui expliquent que ce n'est pas possible, on n'y arrivera pas, il n'y a qu'à annuler la dette. Personne n'y croit s'il suffisait d'annuler la dette. D'abord, pourquoi ça n'a pas été fait avant ? Ensuite, si vous considérez M. Mélenchon qu'il suffit d'annuler la dette, pourquoi vous proposez en même temps d'augmenter les impôts ? C'est par pur sadisme s'il suffisait d'arrêter la dette. Et troisièmement, plus personne n'aurait confiance en nous. Et madame Le Pen, et je terminerai par là, madame Carrouet, vous entendez là aussi faire la leçon, ces dernières années, toutes les réformes qui ont été proposées pour faire des économies, notamment dans la sphère sociale, vous avez voté contre. Vous avez voté contre les conditions face au RSA. Vous avez voté contre la réforme de l'assurance-chômage, contre la réforme des retraites. Vous êtes dans une agée de copropriétaires. Vous êtes celle qui vient aux agés, qui vote contre toutes les provisions, toutes les économies, mais qui se plaint que l'ascenseur soit en panne le lendemain. Ça suffit maintenant. Mais parce que

vos propositions sont injustes, monsieur l'ancien Premier ministre, dont il est effectivement utile de rappeler que sous Macron, 1000 milliards d'euros de dette supplémentaires, le PLF 2026, 43 milliards de prévisions supplémentaires de prévisions, le gouvernement Barnier, 30 milliards, dont 20 milliards d'augmentation des impôts sur les entreprises. Par conséquent, vous avez été ceux qui avez aggravé considérablement les impôts. Il ne vous aura pas échappé

que je ne suis pas monsieur Barnier, et que je serais bien resté à la place de monsieur Barnier à l'époque pour ne pas

augmenter les impôts. Je ne vous ai pas beaucoup vu vous opposer tout de même. C'est nous qui nous sommes opposés et qui avons protégé précisément les entreprises. Vous avez beaucoup d'avances. Faites -moi

confiance, on a tout un système très précis. C'est pour ça que je me permets de vous dire parfois, quand vous êtes un peu en retard, un peu en avance, vous l'avez rattrapé ce retard, Gabrielle Attal. Marine Tandelier, maintenant, vous pouvez répondre, notamment sur ce changement du modèle social français.

Pour tout vous dire, je suis assez choquée de ce que j'entends. J'entends Mme Le Pen nous faire des leçons sur l'immigration devant le MEDEF, avec lequel je ne suis pas d'accord, surtout certes, mais dont j'ai lu le rapport qui expliquait que l'économie française ne pourrait pas tourner en 2050, 103,6 millions de travailleurs étrangers. C'est ça, la réalité. Et je suis applaudie par le MEDEF et je m'en réjouis. Deuxièmement, j'ai entendu des mesures d'économie dont je connais le danger. Et je trouve ça facile de balancer à la cantonade, à sur-enchômage, dépenses sociales. Premièrement, je veux que chacun se rende compte de la fracture sociale de ce pays. C'est un peu chiraquien comme expression, mais on n'a jamais été aussi proche d'une rupture du pacte social. Pas juste parce que les gens sont pauvres, mais parce qu'ils voient les injustices et qu'on arrive à un moment où personne ne peut trouver ça logique, juste, acceptable. Et que ça ne va pas pouvoir durer comme ça. Quand j'entends M. Philippe dire qu'on va mettre fin à l'open bar sur les arrêts maladies, mais de quoi parle-t-on ? D'un pays dont le président de la République, quand il était ministre de l'

'Économie, a supprimé quatre critères de pénibilité. Mme Le Pen disait tout à l'heure en plaisantant Comment calculer la retraite ? Ça dépend de la juge capricaine. Et de combien de fois on s'est baissé dans la journée ? Eh bien non, ça ne dépend plus de combien de fois on s'est baissé dans la journée. que les postures pénibles, qui, comme leur nom l'indique, sont pénibles, ne sont plus un critère de pénibilité grâce à Emmanuel Macron. Donc oui, les gens sont plus malades. Ils sont plus malades aussi parce qu'ils ont moins accès aux soins, parce qu'on met longtemps à trouver un médecin, parce que des maternités ferment, par exemple, il y a plein de départements, il n'y a plus maternité. Et moi, quand je rencontre les pompiers, avec qui je ferai une conférence de presse demain, ils me disent qu'on n'a jamais fait autant d'accouchements, parce que ce système français est en train de s'effondrer et qu'il y a des gens qui le tiennent à bout de bras. Quand je vois qu'on a supprimé 16 % des inspecteurs du travail récemment et que du coup, il y a plus d'accidents du travail aussi, quand je vois qu'en France, on meurt deux fois plus au travail que dans toute l'Europe. Deux fois plus, je ne pense pas que dans les pays d'Europe, autre que la France, on travaille deux fois moins. Eh bien, on meurt deux fois moins dans ces pays-là. Donc oui, les dépenses sociales, c'est important. Et puis, on va quand même se parler... Dédéric, vous parlez de dette et de retraite. On va quand même se parler... Moi, sur la retraite, j'abroge la réforme. Je sais pourquoi. Et je peux vous dire qu'il n'y a jamais eu beaucoup de suspens sur la question. Nous étions dans la rue pour la combattre. Elle est passée de manière illégitime. Et quand ça passe de manière illégitime, ça ne fonctionne pas. C'est ce qu'on voit aujourd'hui. Mais je voulais vous dire aussi que quand on essaye de faire des économies en n'ayant pas compris l'écologie, on fait pire que mieux. J'ai à ma gauche quelqu'un qui a supprimé des commandes de Canadair pour faire des économies. J'ai à ma droite quelqu'un qui a supprimé, qui a annulé une base dans les Landes à Mont-de-Marsan qui aurait permis d'arriver plus vite pour les bombardiers, pour les Canadiens qui ont été annulés. Donc évidemment, sur l'écologie, puisqu'il n'y a pas de crise climatique, on est libre de ne pas voir les limites planétaires. Donc premièrement, on ne combat pas la crise climatique. Deuxièmement, on ne prend pas les mesures d'adaptation. Le fond vert qui devait servir aux collectivités qui a isolé le bâti scolaire, les écoles de nos enfants, qui devait servir à prévenir les risques de nodations, il a été divisé par 4 en 2 ans. C'est vrai ou c'est pas vrai ? C'est vrai. On l'a dit à chaque fois. Gouvernement Attal, gouvernement Barnier, gouvernement Bayrou, gouvernement Lecornu, tous vous l'avez baissé. Et résultat, on en est là et on n'est pas prêt. Alors le meilleur, puisque nous sommes à bord du Titanic insubmersible et qu'il n'y a pas de risque et qu'il n'y a pas de crise écologique, on lésine sur les moyens de secours, je l'ai dit pour les Canadiens, je l'ai dit pour la base dans les Landes. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on se sent tellement intouchable, tellement en sécurité qu'on peut lésiner sur les moyens de secours, qu'on peut faire des économies de bout de chandelle et ne pas assez pour voir en moyen les pompiers. Mais les gens qui prennent ces décisions-là, comme sur le Titanic où il y avait 2 fois moins de place sur les canaux de sauvetage qu'à bord du bateau, c'est des gens qui savent qu'ils auront toujours leur place sur les canaux de sauvetage. C'est ça, la réalité. Et donc moi, ce que je dis, c'est qu'il va falloir prendre des mesures justes parce qu'aujourd'hui, quand certains veulent faire de l'écologie, et je parle pour deux, donc j'ai plus de temps. Je parle pour les générations futures. Pardon, ça

[a beaucoup de charme, je le reconnais, mais je](#)

prends un paiement de carton pour un marché. Ce que je vous dis juste, c'est que l'écologie, telle qu'elle a tenté d'être faite à un moment de ce mandat, elle a été très mal faite parce qu'elle n'a pas pris en compte le fait qu'une mesure ne peut pas être juste si elle ne prend pas en compte le fait que les personnes n'ont pas les mêmes revenus, pas les mêmes responsabilités dans le problème et pas les mêmes alternatives. Donc si vous faites les mêmes mesures pour des gens qui ont des voitures ou pas de voiture, pour des gens qui sont principaux responsables de cette crise ou pour des gens qui ont un mode de vie tout à fait sobre et pour des gens qui ont les moyens de trouver d'autres

solutions ou pas, alors c'est très injuste et ça ne marchera pas. Donc je dis justice sociale, justice fiscale. Et oui, ça coûtera un peu d'argent, mais je rappelle pour terminer que l'inaction climatique et les assureurs dans cette salle le savent, coûtent 5 fois plus cher que l'action. Donc faire des économies sur l'écologie, c'est une mauvaise décision environnementale, mais c'est une mauvaise décision

économique. Bruno Retailleau, je peux vous dire que les compteurs, ils avancent très vite sous mes yeux, j'en suis la garante. Bruno Retailleau, allez -y.

Je voudrais d'abord remercier Marine Tondelier parce qu'elle a fait de la publicité pour le Vendée Globe. Alors je l'invite à la prochaine édition, évidemment. Simplement, je pense que le courage, c'est de dire la vérité et dire des choses simples. Si la France en est là aujourd'hui, on est au bord de la faillite et jamais les Français n'ont été aussi pauvres. Le niveau de vie des Français désormais est en dessous du niveau de vie moyen des Européens. Les Polonais vont nous rejoindre et nous doubler dans quelques années. Pourquoi est-ce qu'on en est là ? Pour deux raisons, deux boniments. La gauche nous a dit, avec les 35 heures, avec la retraite à 60 ans, ils ont dit aux Français, « Travaillez moins et vous vivrez mieux. » Et on sait où ça en est aujourd'hui, où on en est. Et le deuxième boniment, c'est de dire, on va raser gratis. Pas de problème, les dépenses publiques, ça va nous assurer de bons services publics. Aujourd'hui, on n'a jamais autant dépensé et on n'a jamais eu autant de fragilité à l'hôpital, la justice, l'école. Donc on voit bien que ce n'est pas une affaire de moyens. Il faut changer le système. Ce ne sont pas seulement des réformettes, des rustines. Et la vérité, c'est de dire que la dette est la retraite. Vous avez eu raison, monsieur, de lier les deux. Parce qu'on n'arrivera pas à traiter le problème de la dette sans avoir et mettre plus de travail dans l'économie. Il nous manque 3 semaines par rapport aux Européens. Dans une année, il nous manque 3 années dans une vie. Voilà. Je veux bien croire qu'on soit unis, mais on ne l'est pas. Et si on ne met pas plus de travail, et pour encourager le travail, il faudra que le travail paye plus, on y reviendra tout à l'heure. Je dirais la solution que j'ai, moi, pour que ça paye plus et qu'on arrive à faire converger le net du brut. Mais simplement, puisque, Marine Le Pen, vous aviez dit, vous avez raison sur le taux d'emploi des jeunes, mais vous avez oublié de dire qu'on a un problème de taux d'emploi des seniors. Et moi, la retraite, il n'y aura pas ici, je vais vous dire. Aucun des candidats, aujourd'hui et demain, ne pourra résoudre le problème des finances publiques et de la dette sans la retraite. Parce que la retraite, c'est un quart de la dépense publique. Et quand je suis né, il y avait 4 cotisants pour un retraité, et aujourd'hui, un peu plus de 1,5, un peu plus de 1,6. Moi, ce que je propose, c'est que, bien entendu, il y a un étage de capitalisation, évidemment, mais la capitalisation, c'est pas pour aujourd'hui, c'est pour dans 15 ans, c'est pour dans 20 ans, c'est pour la future génération, pour qu'ils aient des bonnes retraites. Mais moi, j'assume, pour qu'il y ait plus de travail, qu'il y ait une réforme du régime par répartition, j'assumerai un âge légal parce que quand on ne l'assume pas, on crée une machine à fabriquer des retraités pauvres. Ou alors, il faut mettre sur la table le taux des cotes. Mais ceux qui diront qu'il n'y a pas d'âge légal de départ, en réalité, ils tricheront, parce qu'ils oublieront de dire que ceux qui ne partiront pas à cet âge, ils partiront avant, ils seront libres, mais ils seront libres d'avoir des toutes petites retraites et en plus, on n'augmentera pas le taux d'emploi chez les seniors. Et ça, c'est fondamental. Et dans cette réforme que je dévoilerai dans quelques jours, je proposerai une disposition qui avait été à l'époque décidée par François Fillon dans le Code du travail, qui n'a jamais été activée. C'est lié par une équation proportionnelle, liée à l'âge de la retraite et à l'espérance de vie à la retraite. On ne va pas se faire un psychogramme tous les 10 ans. Ce sera une réforme équilibrée et ce sera une réforme des retraites qui sauvera le régime, qui fera de bonnes retraites et qui mettra plus de travail dans l'économie. Je termine évidemment sur la dette et le déficit. La dépense sociale, première dépense. Évidemment, la retraite, l'assurance, évidemment, là encore, la santé. Mais il y a aussi l'Etat. Il faudra assumer de diminuer le nombre de fonctionnaires. Il y a bien sûr l'intelligence artificielle, mais

je pense qu'on peut diminuer autour de 250 à 300 000 fonctionnaires. On a moins de productivité par rapport à tous les autres pays européens. Il ne faudra pas donner le statut à tous les agents publics. Le statut, ce sera pour le régaliens. Le contrat, ce sera pour les autres, pour avoir des gestions de carrière beaucoup plus souples. Il faudra évidemment supprimer aussi ces jassants, ces opérateurs et celles qu'on conservera. Tous les 3 ans, ils devront justifier leur raison d'être. C'est comme ça qu'on proviendra, en 5 ans, à rétablir l'équilibre et à faire en sorte qu'on stabilise la dette. Plus de travail, moins de dépenses publiques.

Je sais que vous aimeriez tous réagir, mais il faut qu'on avance. Il y a des entrepreneurs qui ont des questions précises. On doit ouvrir le dossier très attendu également de la réindustrialisation. Bonjour à vous, Juline Neville, merci d'avoir accepté de vous plier à cet exercice. Vous êtes à la tête d'une entreprise qui a mis au point un procédé très novateur de production de ciment bas carbone. Vous préparez le déploiement de 10 usines en Europe, mais ce n'est pas aussi simple que vous l'espériez, n'est-ce pas

? Allez -y. Tout à fait. Bonjour à toutes et tous. Effectivement, on produit un ciment qui est un ciment d'avenir. Bas carbone, circulaire. Et tout ça, ça existe déjà en France avec une technologie brevetée française. Sur le chemin, il y a beaucoup de difficultés et 84 % des chefs d'entreprise qui ont répondu au sondage placent en priorité la réindustrialisation sur le devant de la scène. Donc aujourd'hui, quand on veut... implanter des usines, c'est compliqué, c'est long, c'est fastidieux, il y a plein d'étages, c'est extrêmement complexe. Pour exemple, nous sommes en capacité de construire notre usine en 12 mois, pourtant le délai d'autorisation pour obtenir tout ce qui va bien avant de mettre le premier coup de pioche est deux à trois fois supérieur que dans les autres pays européens. Quelles démarches, quels projets, quelles réformes concrètes pouvez-vous proposer pour nous permettre, sous des délais raisonnables, de construire des usines, des usines vertes qui nous permettront de réindustrialiser nos territoires ? Merci

beaucoup, Géline Evin, merci beaucoup. Je ne sais pas si ça s'entend pour ceux qui nous regardent, mais c'est le déluge sur le cours central, heureusement, on a mis tout ce qu'il faut au-dessus de nos têtes pour se protéger, mais si vous entendez ce bruit, c'est bien ça, c'est la pluie, je soupçonne même un orage. Alors Marine Le Pen, je vais vous donner la parole parce que dans mon souvenir, en 2025, vous avez même demandé et obtenu une commission d'enquête sur la réindustrialisation du pays, mais je tiens à préciser Marine Le Pen que vous avez beaucoup d'avance en termes de temps de parole, trois minutes d'avance par exemple sur Jean-Luc Mélenchon, les bases se sont posées, allez -y.

Oui effectivement, on a fait une commission d'enquête sur les freins à la réindustrialisation parce que c'est un élément absolument essentiel de notre projet. Je vais d'abord répondre à votre question qui est une question précise qui touche à l'implantation foncière. C'est un sujet majeur parce qu'il y a 90 % des intercommunalités là en France qui n'ont plus de foncier disponible dans les quatre ans pour l'industrie, ce qui pose un problème quand on veut réindustrialiser. Donc oui bien sûr il va falloir réduire considérablement les coûts, et pour réduire considérablement les coûts, c'est simple, on va faire de l'exception la norme. C'est -à-dire que les projets d'intérêt nationaux majeurs, et bien je viens vous dire aujourd'hui que toute implantation industrielle sera considérée par nous comme un projet d'intérêt national majeur. Et donc les normes seront considérablement réduites, et donc les délais seront considérablement réduits. Nous ferons un effort particulier évidemment sur les 150 000 hectares des friches qui sont déjà artificialisés et qui donc permettront encore d'accélérer. Mais permettez-moi de vous dire que la réindustrialisation elle passera aussi par d'autres leviers essentiels. D'abord un choc de compétitivité. Le choc de compétitivité va être fiscal. C'est -à-dire qu'il faut supprimer les impôts de production. Il faut supprimer évidemment la CVAE, il faut supprimer la

CFE, il faut supprimer le C3S. Tout cela nous le supprimerons, précisément pour créer ce choc de compétitivité. Les impôts de production c'est l'ennemi de la réindustrialisation, entre autres. Il faut agir également sur la commande publique. La commande publique c'est 200 milliards d'euros par an. Il faut que la commande publique soit fléchée vers les entreprises présentes territorialement en France. Donc il n'y a pas de critère de nationalité, c'est interdit par l'Union Européenne. Il y a un critère de territorialité et ainsi on va pouvoir relancer aussi les filières. Mais nous nous avons une méthode, ce seront les comités de filières. Nous sommes allés voir toutes les filières quasiment pour leur dire quelles sont les normes qui sont les plus toxiques pour vous. Quelles sont celles que nous devons supprimer immédiatement. Ils ont répondu nous avons des dizaines de tableaux Excel avec des listes infinies de normes qui sont inutiles, qui sont supérieures aux exigences européennes et qui sont un frein d'abord un impôt papier et deuxièmement un frein considérable à la vie et à l'expansion des entreprises. Et ça, cette suppression là, nous la ferons par un train d'ordonnance dès notre arrivée au pouvoir. Avant

ça sinon vous n'aurez plus de temps pour les autres thèmes. Oui mais...

Et je pense que vous avez envie de vous y arrêter également. Je suis vraiment précis pour je crois enclencher cette réindustrialisation pour laquelle nous nous battons, nous, depuis des années. Jean-Luc

Mélenchon et donc je précise que vous avez du retard Jean-Luc Mélenchon. Moi j'ai vu passer que vous souhaitiez sur ce point parler avec les patrons, notamment pour parler de commandes publiques, etc.

Non mais là vous allez me laisser choisir mon thème si vous voulez bien, parce que tout à l'heure c'était la dette. Je veux d'abord dire, bon je réponds à votre question rapidement, honnêtement nous sommes classés dans les pays, par la Banque Mondiale, dans les 15 % de pays où c'est le plus facile de faire des affaires. Je ne crois pas, je ne souscris pas à votre appréciation. Pour réindustrialiser il faut dire ce que l'on veut faire dans notre pays. Quels sont les objectifs qu'on se donne ? Il y a eu un temps où on a fait ceci, cela, des trains, des avions, etc. Qu'est-ce qu'on veut faire ? Si on ne dit pas dans quelle direction on avance, on ne le saura jamais. Je pense que nous pouvons reconstituer une industrie textile dans notre pays. Je pense que nous pouvons avoir une filière bois. Je pense que nous pouvons avoir une locomotive si nous faisons le train, l'avion spatial. Et il y a une entreprise qui sait le faire dans notre pays. Et ainsi de suite, je peux en donner toute une série. Nous sommes le deuxième territoire maritime du monde. Nous devons trouver la machine, elle existe au type de prototype, pour faire les centaines de machines pour capter l'énergie de la mer. Donc je me résume sur ce point, et vous me permettrez de dire ensuite autre chose. C'est en disant dans quelle direction la planification doit aller, et notamment la planification écologique, notamment la construction d'un réseau de l'économie circulaire. Voilà comment on va dire où on va avec ces mines urbaines, par exemple. Maintenant j'ai un point à dire sur tout à l'heure. Vous parlez beaucoup de la vérité et tout le reste. Mais alors, pour les comptes de l'État, vous y allez tranquillement. On supprime les impôts, on supprime les taxes, mais on va augmenter ceci et cela. Qui va payer tout ça, Mme Le Pen ? Vous supprimez les impôts de production au niveau local ? Qui va compenser cette somme ? Écoutez-moi, je sais ce que vous avez fait. C'est malin, c'est habile, vous là. Vous avez transféré les recettes de cotisations de la Sécurité sociale sur le budget de l'État. Vous avez fait une TVA sociale, parce que vous faites payer ces cotisations avec la TVA. Voilà la vérité. Et maintenant vous dites, ah ben l'État se ruine à payer les cotisations sociales. Imaginez-vous que je vous prenne au mot et que je dise, on va rétablir toutes les cotisations sociales qu'on a annulées jusqu'à présent et qui sont payées par l'État. On tuerait instantanément des centaines d'entreprises. Donc vous vous êtes donné un moyen de chantage sur nous. Mais pour autant, on le

fera. On devra non pas remettre toutes ces cotisations d'un seul coup, mais progressivement et en trouvant d'autres recettes. Si on ne le faisait pas, on mentirait. La Sécurité sociale est à l'équilibre si vous ne lui prenez pas ces recettes. Quant à la retraite, il y a quelque chose que beaucoup de gens l'air d'oublier ici en allongeant. La durée de temps de travail. Figurez-vous que le temps libre des retraités, c'est pas du travail salarié, mais c'est du travail civique. 80 % des maires en la soixantaine et plus, et sont partis en retraite. C'est du temps familial, c'est du temps associatif. Ce n'est pas du temps perdu, ce temps que vous voulez capter en travail salarié. Il manquera à la société, à la vie de famille, à la vie civique. Voilà des exemples qui devraient appeler à une certaine forme de modération. Quant à rallonger l'âge de départ à la retraite, d'abord, premièrement, les droits doivent être universels, si vous voulez qu'ils soient acceptés. Ils peuvent pas être à la tête du client. Et Mme Le Pen, je vous le dis, il est impossible de savoir combien de temps quelqu'un vivra. Ça m'étonne que j'ai à vous apprendre ça. Mais si, c'est vous qui venez de dire ça. En fonction du temps qui reste. Personne ne le sait. Non, mais c'est un élément qui compte. Oui, ben si, je sais pas qui sait, mais c'est vous pour lui. · Le BGC est pareil. · C'est pareil. Il faut partir d'une réalité. Cette réalité, elle est humaine. Nous parlons d'êtres humains. Donc, pour ma part, premièrement, nous abrogerons la retraite, et nous reviendrons dans un premier temps à 62 ans. Et mon but est d'arriver le plus vite possible, retourné à 60 ans. Si vous ne comprenez pas que le vrai problème de notre société, c'est le choc des cycles de la vie. Et qu'on ne peut pas exiger d'une femme, d'un homme, qui soit à la fois au travail et à la maison à s'occuper de ses gosses et de ses anciens. Il faut donc que la part de chacun dans l'existence soit garantie. Et en plus, je vais vous dire, si on n'admet pas l'idée que le pays va se réindustrialiser en se donnant des objectifs, vous ne ferez qu'une chose. Les gens que vous voulez faire partir plus tard à la retraite, premièrement, tomberont malades davantage. Et donc augmenteront les budgets de santé. Et deuxièmement, ne trouveront pas de boulot. Donc vous coulerez le système d'analyse du chômage. Ce n'est pas la bonne voie. Ce n'est pas comme ça qu'il faut faire. Il faut repartir dans l'autre sens. Plus que d'activité, et vous verrez qu'on trouvera les bras. Je termine sur les jeunes. La jeunesse de notre pays, peu de gens ont l'air de le savoir. 50 % d'une classe d'âge passe dans l'enseignement technologique, dans l'enseignement professionnel et dans l'apprentissage. 50%. Je m'engage à créer une filière qui, du CAP à la licence professionnelle que j'ai créée, pourra accéder par ce biais à une... mobilisation sur du travail qualifié de plus en plus qualifié. Un dernier mot. Au moins Patrick Martin, il a le courage de ces idées. Quand il explique qu'on va remplacer les cotisations sociales parce qu'il sait que c'est par de la TVA, il dit on va augmenter la TVA et on va la porter à deux points au-dessus du taux normal. Et vous, avec quoi vous payez tout ça ? Parce que depuis tout à l'heure, vous n'arrêtez pas de dire ce qu'il ne faut plus prendre. Mais vous ne dites pas de quelle manière vous

avez rattrapé votre retard.

Le social est une valeur. C'est par le social qu'on développe un peuple, pas par l'inverse des privations et les punitions.

Et bien, pour reprendre votre expression, je reprends la main, vous avez rattrapé votre retard puisque vous avez été notamment pointé du doigt. Edouard Philippe, on l'a compris. Et je vous ai vu, parce que je vous vois directement à ma gauche, prendre... Oui, oui, je sais, vous avez vider à peu près tout le temps, mais vos notes, qu'avez-vous à répondre

? Voilà. Je parle après une éruption vocale sur ma gauche, un déluge qui vient du ciel. C'est un débat présidentiel. Frosson -Hollande n'est pas là et pourtant il pleut. Attends, je suis là, il y aura le soleil bientôt. Vous avez posé, madame, la question de la souveraineté. J'observe d'ailleurs que Jean -Luc Mélenchon, vous avez dit que vous ne compreniez pas la réalité dans laquelle vous évoluez. Mais j'ai pas dit ça. Je parlais d'autre

chose. Mais arrêtez de caricaturer tous ceux qui parlent. Elle a pas dit qu 'elle voulait quitter l 'Europe. Elle a dit qu 'elle veut pas payer le surplus. Et moi non plus. Arrêtez de caricaturer tout le monde. Répondez à ce qu 'on vous dit.

Monsieur Mélenchon, je vous propose qu 'on reste calme. Si, si, je vous assure, ça fait du bien à tout le monde. Et je constate que vous avez dit, je ne suis pas d 'accord avec des faits que madame a décrits. Vous l 'avez dit. Vous regarderez la barre. En

attendant, Julien Neville attend effectivement une réponse.

Juste. Les questions de souveraineté que vous posez, elles se jouent à deux étages, me semble -t -il. En France et en Europe. Et elles sont importantes aux deux étages. En France, on a mis en cause tout à l 'heure un certain nombre de choses qui avaient été faites au cours des années récentes. Je me permets quand même de dire que la France a été le pays qui a concentré le plus d 'investissements étrangers de toute l 'Union européenne à partir de 2017 -2018. Madame Le Pen, vous opinez. Il se trouve que c 'est un fait. Ce qui veut dire que la politique de l 'offre, ce qui veut dire que cette politique était suffisamment convaincante pour que des entreprises étrangères viennent investir, créer des usines, viennent créer de la richesse sur notre territoire. Un certain nombre de choses se jouent en France. L 'essentiel, c 'est la compétitivité. Car l 'essentiel de la concurrence que nous vivons, on se dit souvent qu 'on vit la concurrence de la Chine ou de l 'Inde. Elle est terrible, j 'en dirai un mot tout à l 'heure. Mais l 'essentiel de la concurrence en matière industrielle que nous subissons, nous la subissons de pays qui sont des pays voisins, qui évoluent eux aussi dans le cadre de l 'Union européenne. L 'Allemagne, l 'Italie du Nord, l 'Espagne, voilà des nations industrielles d 'Europe qui font très mal à notre absence de compétitivité. Nous devons donc régler, me semble -t -il, quatre sujets. La dette, la souveraineté. Sans régler la dette, ça n 'existe pas. Nous devons offrir au maximum, et c 'est difficile dans un pays comme la France, qui produit de la norme, comme d 'autres produisent des discours, de la stabilité, de la visibilité. Une règle, même imparfaite, dès lors qu 'elle est stable, est toujours préférable à une évaluation normative qui part dans tous les sens. Moi, je considère que nous devons proposer un moratoire normatif à partir du moment où l 'essentiel et le premier budget auront été adoptés. Les avocats seront malheureux, pardon à ceux qui sont dans la salle, mais on a besoin de stabilité dans tous les domaines fiscaux, sociaux, environnemental, si on veut pouvoir avancer. Troisième chose, la formation. Le déterminant, probablement un déterminant essentiel de notre compétitivité, c 'est la formation, l 'éducation, l 'apprentissage. On est revenu sur une réforme de l 'apprentissage qui produisait des effets. Je le déplore. C 'est le sujet fondamental, me semble -t -il, de la compétitivité. Et enfin, les infrastructures. On en parle trop peu. Notre pays doit s 'adapter à une transformation de notre environnement, de son environnement. Ça passe par des investissements massifs. Et ces investissements sont une condition de notre compétitivité. Tout ça, ça se joue en France. Tout ça, ça dépend de nous. Et puis il y a des choses qui dépendent de l 'Europe, où nous devons peser en Europe. J 'en cite trois. D 'abord la logique de puissance. Je suis désolé, consterné, navré que l 'Europe ait renoncé aussi vite à parler le langage de la puissance et à assumer le fait qu 'elle est une puissance face à d 'autres ensembles continentaux. Nous devons, je le crois, si nous voulons, jouer de notre puissance, finir le marché commun. Aujourd 'hui, nous n 'avons pas terminé le marché commun. Nous devons faire l 'union des marchés de capitaux. Ça permettra un financement bien plus facile de toutes les entreprises qui veulent développer leur activité en France et en Europe. Ça, c 'est terminer les marchés, indispensable. La deuxième chose, c 'est que nous devons convaincre nos partenaires européens de parler le langage de la puissance à la Chine et aux États -Unis. Je dois dire que j 'ai trouvé que le Premier ministre canadien avait infiniment plus de classe, infiniment plus de vista que l 'ensemble de l 'Union européenne. Je préfère mille fois, ce qu 'a dit le Premier ministre canadien, au traité piteux que Mme van der Leyen a été signée en Écosse avec M. Trump. Mais ça, c 'est quelque chose que nous devons jouer en Europe et

nous devons nous battre vis-à-vis de la Chine. Et j'en termine. Vis-à-vis de la Chine. Je pense que nous sommes confrontés avec la Chine à un pays qui a aujourd'hui un avantage technologique et des coûts qui sont plus bas. C'est la première fois que ça nous arrive et c'est terrible. Nous devons donc arrêter la forme de naïveté consistant à dire qu'il suffit d'avoir des échanges avec la Chine pour que tout aille bien. Je propose que les produits fabriqués par des entreprises chinoises pour être commercialisés dans la zone euro soient tenus d'être produits dans la zone euro. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les Chinoises avec nous. Il y a 30 ans, 20 ans, si un Européen voulait vendre en Chine, il fallait qu'il produise en Chine. Une partie de sa production, une partie de ce qu'il vendait. Nous devons inverser cette tendance et imposer aux entreprises chinoises si elles veulent accéder au marché européen à produire en Chine. Enfin, nous devons cesser la très grande naïveté et je pense la très grande irrésolution d'Europe s'agissant des petits colis. Vous l'avez évoqué, pardon, je ne sais plus lequel l'a évoqué tout à l'heure. C'est un énorme sujet local et national et nous devons être beaucoup plus fermes avec... et pas simplement la France. Ça se joue au niveau européen. Sinon, tout est contourné et ça ne fonctionne pas. Donc des éléments français, des éléments européens et une logique cohérente et résolue de faire en sorte d'une passion aux grandes puissances continentales le langage de la puissance.

Vous vous enrez noter, il a été beaucoup question d'Europe. Raphaël Guixman, vous vous êtes avancé comme un réflexe naturel. Allez -y.

Quand je vous écoute, je me dis vraiment quel dommage qu'il n'ait pas eu le gouvernement. Parce que moi, quand je me battais au Parlement européen pour justement affronter tous ces sujets de souveraineté, je n'avais pas le soutien du gouvernement français. Ni sur les questions de défense, ni sur les questions de défense commerciale et surtout pas sur la question chinoise. Il y a un moment, il va falloir dire la vérité. Vous avez mentionné la concurrence intra-européenne. Moi, je n'ai jamais rencontré ou très peu d'entrepreneurs français dans l'industrie qui m'expliquent que le principal danger c'est la concurrence allemande ou la concurrence néerlandaise. Partout, on ne parle que de la Chine. Parce qu'aujourd'hui, il y a une méthode chinoise qui consiste à produire grâce à des subventions, en choisissant les filières et en exportant des produits qui peuvent être fabriqués par des esclaves, qui peuvent être fabriqués et vendus ensuite à perte, avec un seul but, éradiquer filière par filière nos productions stratégiques. Et donc maintenant, l'enjeu, je pense que pour le prochain président de la République, ce sera d'aller à Bruxelles et de taper du poing sur la table. Fini les accords au rabais. Désormais, la France qui est le socle de l'Union européenne en matière de sécurité. Tous les pays européens ont besoin de nous. Et bien, la condition pour avancer sur la sécurité collective, ce sera une réorientation des politiques industrielles et commerciales de l'Union européenne. Parce qu'il y en a marre. Je vais vous dire, il y en a marre. Et pourquoi ça va fonctionner maintenant ? Parce que les Allemands, allez, soyons directs, les Allemands, qui pendant des décennies, ont cru qu'ils pouvaient fabriquer des biens à haute valeur ajoutée et les envoyer en Chine, et en échange, être abreuvé de biens à faible valeur ajoutée. Et bien, se rendre compte aujourd'hui que le Mittelstand allemand est en train de se faire attaquer, cibler et menacer par la production chinoise. Et donc, il y aura une écoute aujourd'hui en Europe pour y orienter. Et il va falloir être extrêmement rapide et ferme. D'abord, la loi achetée européenne pour tout. On utilise les 2000 milliards de commandes publiques européennes pour les réserver aux productions européennes. On arrête d'acheter chinois avec l'argent des contribuables européens. Ensuite, on met en place des normes. Je sais que vous détestez les normes, mais il y a des normes que vous devez aimer. On met en place des normes à l'entrée sur notre marché. C'est les mesures miroirs. En gros, on ne peut pas imposer à nos producteurs une concurrence étrangère de producteurs qui ne respectent pas les normes que nous imposons aux nôtres. C'est aussi simple que ça. Moi, je comprends la colère. C'est vrai dans l'agriculture, c'est vrai dans l'industrie, c'est vrai partout. Désormais, il faudra un principe de justice. Et derrière, on n'arrivera pas à réindustrialiser si on ne

fait pas des choix. Aujourd'hui, on fait du saupoudrage. Il va falloir qu'on choisisse des filières qu'on contrôle de A à Z, qui sont les filières stratégiques pour la souveraineté de notre pays. Et il va falloir qu'on mise sur l'innovation. Aujourd'hui, l'Europe est en train de devenir l'empire ottoman du XXI<sup>e</sup> siècle. L'empire ottoman a raté l'invention de l'imprimerie par Gutenberg. Et derrière, ça a été un lent déclin. Et l'empire ottoman s'est fait dépecer par les puissances. C'est la même chose qui menace l'Europe et la France. Si nous ne mettons pas en place une véritable stratégie collective, et ça ne marchera qu'à l'échelle européenne, et c'est le président français qui devra le porter, sur l'intelligence artificielle. Il nous faut un projet Manhattan sur l'IA. Et à cette condition, on pourra réindustrialiser sans faire le concours de l'abaissement des normes, parce que nous ne battons jamais la Chine et les États-Unis sur cet abaissement.

Voilà. Je rappelle que oui, j'ai bien les temps, j'ai des compteurs énormes. On me tient au courant régulièrement de chacune de vos prises de parole. Le décompte est très clair, tout ça est très transparent. Gabrielle Attal, allez-y.

D'abord, puisque on parle de simplification et qu'il y a un déluge au-dessus de nous, si ça pouvait convaincre M. Mélenchon, M. Glucksmann et Mme Tondelier de laisser les agriculteurs stocker de l'eau quand il y a d'importantes précipitations pour faire face aux périodes de sécheresse, ça c'est une mesure de simplification. J'étais avec des agriculteurs hier en Mayenne, qui est très attendu. Première chose. Madame, vous nous avez fait état d'un cas extrêmement concret, et un cas qui résonne avec beaucoup de ce qui se passe dans le pays. J'ai dit dès l'introduction de ce débat que l'échec principal des dernières années en matière économique, c'est notamment cette question de la simplification. Et je me rends compte même que maintenant, même parler de simplification, ça n'est de toute façon plus pris crédiblement par les chefs d'entreprise et les acteurs économiques parce qu'ils ont eu l'habitude qu'il y ait des lois de simplification qui soient annoncées et qu'en général, ça soit encore plus compliqué après la loi de simplification qu'avant. C'est une réalité et de ce point de vue-là, oui, c'est un échec des dernières années, il faut avoir la lucidité de le dire. Donc pour moi, le problème, c'est la méthode. Il faut qu'on change la méthode pour simplifier. Ce que je propose très concrètement, c'est que ce qui a été fait pour Notre-Dame, qui a permis d'aller très très vite pour reconstruire Notre-Dame, j'ai entendu le président de la République dire il faut le faire dans 150 autres endroits en France. En fait, moi, je pense qu'il faut le faire sur toute la France et avoir peut-être 150 endroits où on a des règles plus strictes parce qu'il faut particulièrement protéger la biodiversité Deuxième chose, j'étais dans le département de la Sarthe. Je vois un chef d'entreprise, il a un terrain avec une emprise industrielle. Le terrain est vaste. Il a un projet d'extension de son usine sur son emprise. On lui demande des années d'études quatre saisons parce qu'il y a un buisson sur le terrain là où il veut construire l'extension de son usine. Eh ben, je fixerai une règle. Quand vous avez une friche industrielle qui est la propriété d'un industriel, vous êtes exempté d'études de formalité de cet ordre. Quand vous avez des projets d'extension ou des projets sur votre terrain. Ensuite, le problème que vous avez dans ces projets, bien souvent, et qui font qu'il y a beaucoup d'investisseurs étrangers qui préfèrent investir en Allemagne, où c'est beaucoup plus rapide pour développer des usines et sortir des projets qu'en France, c'est les recours. Il y a parfois des recours qui sont justifiés. Mais enfin, il y a quand même des professionnels du recours en France qui passent leur vie à faire des recours pour bloquer tous les projets qui sont portés. Et

moi, je dis, il

faudra... modifier la Constitution pour fixer un seuil de recréation de l'empilement des recours, pour fixer une règle claire. Si vous avez un recours sur un projet, c'est un seul recours sur la globalité du projet et pas plein de recours sur des petits bouts du projet pour empêcher le projet d'aboutir. 18 mois maximum, après, il n'y a plus de recours. Et le chef d'entreprise a une réponse extrêmement

claire sur son projet. Sur la question de la simplification, une fois qu'on a simplifié nos règles, le problème auquel vous êtes confronté, c'est aussi parfois à ceux qui appliquent la règle et parfois à des administrations qui refusent d'appliquer la règle telle qu'elle a été fixée. Quand j'étais Premier ministre, j'ai pris une mesure qui était attendue notamment par les agriculteurs pour simplifier drastiquement les règles pour entretenir et curer les cours d'eau. Ils l'attendaient depuis très longtemps. J'ai dit, on passe de 9 mois d'attente pour une autorisation à une simple déclaration. J'ai vu ensuite des agriculteurs me dire qu'ils avaient face à eux des gens de l'administration qui leur disaient, en fait, oui, il y a la règle, mais nous, on défend l'esprit de la règle. Eh bien, ça, c'est pas possible. On a eu un débat avec M. Mélenchon sur les réseaux sociaux cet été parce que j'ai fait une proposition, ou plutôt j'ai pris un engagement. Si les Français me font confiance, j'assumerai de faire comme ça se fait aux Etats-Unis et dans d'autres pays, un spoil-system à la française pour mettre à la tête des administrations publiques des personnes qui ont le mandat politique d'appliquer le programme politique sur la base duquel le président de la République a été élu pour changer aussi la culture administrative. Et j'assumerai de le faire. Dernier point, parce que quand on parle de simplification, ça vaut pour des règles du urbanisme et des règles environnementales qui parfois vous empêchent d'accomplir vos projets. Ça vaut en réalité pour beaucoup de nos réglementations. J'ai fait une proposition au mois de mai dernier. Au moment où on a eu ce débat sur le travail du 1er mai. Il

vous reste peu de temps, Gabriel

Attal. Je termine. J'ai dit que plutôt que de parler à nouveau de simplification du Code du travail, faisons tout simplement un annul et remplace. On met les partenaires sociaux et des parlementaires autour de la table pendant quelques mois. On n'écrit non pas un Code du travail avec des milliers de pages, mais une constitution du travail de 50 pages avec les grands principes. Et le reste, c'est géré dans les branches et dans les entreprises. Ça ne doit plus être à l'Assemblée nationale pendant des mois de savoir si on autorise des salariés volontaires dans des boulangeries et des fleuristes de travailler le 1er mai ou non. Il faut faire confiance au terrain, au dialogue social, à l'entreprise et simplifier massivement toutes nos règles. Marine Tandelier,

je vous ai entendu réagir, allez -y.

Non mais déjà, je trouve très ironique ce parallèle avec Notre-Dame en disant on va tout faire comme Notre-Dame. Notre-Dame avait brûlé. Et j'ai l'impression que votre politique, c'est d'attendre que ça brûle. Et puis d'après de reconstruire, nous, on veut éviter que ça brûle. Et je vais, une fois que j'ai dit ça, une fois que j'ai dit ça, répondre à la question parce que je trouve qu'on nous parlait de souveraineté et d'industrie, de réindustrialisation et qu'on n'en a pas beaucoup parlé. Alors peut-être que si vous ne voulez pas en parler, c'est du fait de votre bilan en la matière. Parce qu'on arrive là à la veille d'une élection présidentielle que tous les spécialistes du sujet nous disent que quelle que soit la personne élue et quelle que soit ce qu'elle entreprend, ça ne bougera, ça met 18 mois à porter ses fruits. Et que, quoi qu'il arrive dans les mois qui viennent, du coup dans 18 mois, la France aura atteint son plus bas niveau d'emploi industriel de l'histoire. C'est ça le bilan du macronisme. Et il faut qu'on puisse se le dire. Nous, on va faire des propositions au nom des écologistes et je précise que je suis conseiller régional des Hauts-de-France et que j'ai passé beaucoup trop de temps ces dernières années auprès de salariés qui défendaient leurs sites. Certains, où on a réussi à les sauver d'autres noms, vous faites du ciment écologique. Et il faut quand même pouvoir se dire qu'on doit défendre l'industrie française, l'aider à se transformer. Et quand on voit des projets comme le vote, qui sont bénéfiques, bons pour le climat, bons pour l'emploi, bons pour le pouvoir d'achat, on ne comprend pas que vous ne soyez pas plus aidés. Donc on débat souvent du niveau des ados d'entreprise. Moi, je souhaite qu'on puisse débattre de où on

met cet argent, selon quels critères. Et évidemment que le critère écologique doit être un critère de répartition. Dans les propositions que je voulais faire, je voulais commencer par dire qu'on parle souvent de la guerre qui entre en cours et de notre arsenal de guerre. Il y a une loi de programmation militaire où on a dit qu'il faut plus d'argent pour la défense, il faut acheter des bombes et des munitions. OK, on l'a voté. Mais dans notre arsenal de guerre, on ne peut pas avoir que des bombes et des munitions parce qu'aujourd'hui, les impérialismes nous font la guerre aussi sur le plan économique, aussi sur le plan industriel, aussi sur le plan énergétique. Et que nos vulnérabilités, et notamment la paire de notre industrie, se sont utilisées par eux pour nous affaiblir et pour nous combattre. C'est pour ça que je me bats, par exemple, énormément aux côtés des salariés d'ArcelorMittal. Parce que si ArcelorMittal ferme, alors on ne sera plus dépendants pour se fournir en acier que de la Chine et des États-Unis. Et quand ils décideront de plus nous en donner, on aura quand même l'air bien malin. Donc c'est évidemment un combat pour soutenir ces salariés. Je peux vous dire que pour une écologiste qui a travaillé pendant des années dans le milieu de la qualité de l'air, c'était émouvant pour eux et pour moi qu'on soit ensemble dans une lutte. Mais parce qu'on sait pourquoi on se bat et qu'on sait qu'on aura besoin de cet acier et pour notre souveraineté, qui est aussi un combat essentiel, je pense, de tout le monde ici. Donc on va, pour défendre cette souveraineté, s'attarder sur trois... un plan d'action sur trois axes. Premièrement, ça est un peu le protectionnisme européen. Oui, la commande publique est importante. 2000 milliards d'euros au niveau européen, 14 % du PIB européen. Et donc elle doit être mobilisée. Donc je le dis, il faut des quotas de matériaux bas carbone dans la commande publique. Il faut que les usines implantées en Europe soient aidées dans la vente en Europe. Il faut aussi qu'on puisse étendre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières parce qu'il faut se battre à armes égales avec la Chine et les États-Unis, qui eux n'hésitent pas, ne soyons pas naïfs, à utiliser toutes leurs armes et toutes leurs subventions contre nous. Il faut aussi s'attaquer au coût de l'énergie. On parle beaucoup du coût du travail. Je vais vous parler du coût de l'énergie parce que le coût du travail, il est quasiment stable. Le coût de l'énergie, lui, a faibli parce que c'est aussi nos vulnérabilités et ça nous rend très dépendants. Donc il faut qu'on adopte un prix de l'électricité qui soit compétitif et stable. J'étais extrêmement choquée quand M. Retailleau avait proposé un moratoire sur les énergies renouvelables. Parce que en ce temps-là, en Chine, dans le plateau tibétain, ils installaient 600 km<sup>2</sup> de panneaux solaires. Et ce n'était pas pour faire plaisir à Greta Thunberg. C'est parce qu'ils ont compris que demain, ce serait un outil essentiel de leur compétitivité. Et ils ont installé, en un semestre, plus d'énergie renouvelable que les États-Unis dans toute leur vie. Et dernier point, la recherche-développement. Parce qu'on n'en a pas parlé ici et on sait que c'est un vrai critère de compétitivité et qu'on est en retard. Les entreprises françaises, c'est en recherche-développement seulement 1,4 % du PIB. Là où en Allemagne c'est 2 % et aux États-Unis c'est 2,8%. Et comment on fait pour avoir plus de recherche-développement dans le privé ? Vous verrez que la Chine et les États-Unis, qui sont record madame la maitresse, c'est aussi parce qu'ils ont un système public de recherche-développement extrêmement solide. Et qu'en France il a été méthodiquement attaqué, méthodiquement déguisé. Donc je veux une recherche-développement public forte pour une recherche

-développement privé forte qui rend compétitif. Vous l'avez évoqué et il ne s'est pas encore exprimé. Bruno Retailleau, allez-y.

Marine Tondelier, il faut être précis. Je n'ai jamais proposé le moratoire sur les énergies renouvelables. J'ai simplement dit que désormais ces énergies renouvelables qui coûtent très cher, qui sont très subventionnées, sont parvenues à la maturité et donc on arrête de les subventionner. Votre écologie en réalité c'est une décroissance. Vous avez terriblement affaibli toute la filière nucléaire.

Et si l'électricité française,

laissez -moi parler, je ne vous ai pas interrompu, si l'électricité, parce que la compétitivité, c'est d'abord une compétitivité énergétique, il n'y aura pas de développement de l'IA en France si on n'a pas une électricité qui en plus à 95 % décarbonnée, et qu'elle soit aussi peu chère. Voilà la décroissance et l'appauvrissement pour le pays. Et vous ne pouvez pas parler ni de souveraineté, parce que la souveraineté énergétique, c'est d'abord le nucléaire, avec un complément bien sûr énergie renouvelable. Je supprimerai d'ailleurs la PPO3 parce que sinon ce sera 10 à 15 % de plus sur l'énergie. Mon projet, moi, c'est de la faire passer de 10 % de moins l'énergie électrique pour donner de la compétitivité. Et, idem pour les agriculteurs, évidemment, vous, je suis bien placé pour le savoir, j'ai accompagné moi 25 réserves de substitution pour l'agriculture. Et croyez -moi en Vendée, si cet été on n'avait pas eu ça, ce serait une catastrophe sociale et humaine. Voilà ce que je voulais dire. Simplement, un mot aussi sur le en même temps. Le double quinquennat des Belmacrons est un échec. Il est jugé comme tel par les Français. Moi j'en ai marre du en même temps. On ne peut pas dire, on veut des infrastructures et avoir annulé le projet de notre ambiélant. On ne peut pas dire, je veux de la simplification, alors que le groupe parlementaire au Parlement européen a voté massivement contre l'omnibus qui proposait sur des circulaires d'hydrextives CS3D, CSRD, justement de se simplifier. Je vais répondre très directement à votre question, Madame. Le problème de la France, c'est à la fois qu'elle est surfiscalisée et surréglementée. Et derrière chaque règlement, derrière chaque norme, chaque norme y a un soupçon qui pèse sur le chef d'entreprise. Je ne parlerai plus de simplification. On doit assumer la dérèglementation. Je propose trois choses.

On va revenir sur les normes un peu plus tard Bruno Rotaillot. On va revenir un peu plus tard sur les simplifications et les

normes. De quoi s'agit-il une entreprise qui a dû à peine à s'implanter en France si il ne s'agit pas de normes ? Moi je propose en matière non pas de simplification, de dérèglementation, de faire en sorte dès l'arrivée à l'Elysée, quelques semaines après, sur ordonnance de supprimer une centaine de normes les plus stupides comme les seuils, comme le ZAN, etc. Deuxième chose, je proposerai d'interdire dans une loi organique tout sur transposition. Il y en a marre que la France en rajoute par rapport à l'Europe. Ce qui est vrai à Munich et à Milan devra l'être aussi à Nantes, à Rennes ou à Marseille. Et enfin, j'assume de modifier et de réviser la Constitution pour abroger le principe de précaution qui était sans doute une bonne intuition, mais qui dans la jurisprudence est désormais un principe de blocage et un principe d'inaction. Tant qu'on n'aura pas pris ces décisions -là, la France restera handicapée par une réglementation qui est en train de tuer notre industrie, qui l'a d'ailleurs beaucoup affaibli, et ce sera mon projet, celui que je porterai.

On va pouvoir passer au sujet suivant, le coût du travail, l'embauche. Et là cette fois c'est Vincent Furlain qui va vous interroger, je vous en prie. Merci d'avoir accepté encore une fois d'être là et de poser une question. Vous vous incarnez l'entreprise, vous de proximité dont la trésorerie et la capacité à recruter sont immédiatement affectés par le coût d'une embauche. C'est ce que vous nous avez raconté et ce que vous allez pouvoir exposer maintenant.

Bonjour à tous. Je suis Vincent Furlain, je suis membre du COMEX 40 et j'ai créé ma société après avoir passé quelques années à l'étranger il y a 10 ans. Aujourd'hui c'est un cabinet de recrutement qui compte une vingtaine de collaborateurs. Et clairement étant une société de service ma question va porter sur le coût du travail parce que c'est la principale charge que j'ai aujourd'hui dans ma société. Aujourd'hui quand j'embauche un salarié à 2900 euros net dans sa poche avant impôt il a 2250 euros. Aujourd'hui ce salarié me coûte 4100 euros. C'est presque le double. Et si j'avais

aujourd'hui une simple baisse allègement de 20 % sur les charges que j'ai sur ces salaires je pourrais sûrement embaucher une à deux personnes supplémentaires. Donc ma question est très simple. Quelle réduction financière exacte garantisiez-vous sur ces charges? Merci.

Merci à vous Vincent Furlain. Les Français demandent une augmentation de salaire. Comment rapprocher le net du brut? Comment faire pour que faire travailler une coûte pas trop cher? Je vous donne la parole notamment parce que Bruno Retaillo il y a quelques instants a ponctué son propos des deux quinquennats était un échec. J'ai envie de savoir comment vous souhaitez non seulement réagir mais en plus apporter des réponses concrètes pour avancer.

J'ai dit en introduction dès l'introduction de ce débat que j'entendais qu'il y avait des échecs, qu'il y avait aussi des réussites. Je vais pas m'allonger sur ce sujet là puisque je pense que l'important c'est de répondre aux questions qui sont posées par les chefs d'entreprise. D'abord ce qu'il aurait fallu faire c'est de ne pas augmenter le coût du travail depuis 2024. J'entendais Madame Le Pen tout à l'heure dire vous avez dans le budget Barnier, dans le budget Bayrou etc pris telle décision. Je me suis opposé à ces mesures là et notamment à la mesure sur le coût du travail. Le coût du travail aurait dû augmenter dans la copie qui avait été présentée par le gouvernement de Michel Barnier de 4 milliards 5 en 2025. On s'est mobilisé contre, on a réussi à ramener ça à 1,5 milliard mais c'est 1,5 milliard de trop. Donc le premier engagement que je prendrais pour répondre à votre question c'est de revenir sur ces hausses du coût du travail qui sont intervenues depuis 2024. Qui sont un boulet pour nos entreprises et dans la compétitivité de notre économie. Ensuite puisque l'on parle des charges, pour moi il y a aujourd'hui un mouvement social en France qui ne dit pas son nom, qui n'a pas de porte parole, qui n'est pas présenté comme tel. C'est la classe moyenne qui bosse et qui a le sentiment qu'on lui demande toujours plus d'efforts alors que si tout le monde faisait un effort elle s'en sortirait mieux. Et qui voit effectivement son aide s'écarter du brut année après année. Et moi là où je veux avoir une action résolue c'est aussi et peut-être d'abord je vais être franc avec vous sur les charges salariales. Pour aller droit au brut pour que les français qui travaillent voient leur rémunération augmenter. Parce que leur salaire net augmente, parce qu'on réduit leur charge. Ça passera par des économies sur la sphère sociale, on en a parlé tout à l'heure, on a donné un certain nombre de pistes. Et par une réflexion sur le mode de financement de notre protection sociale, vous avez fait des propositions, d'autres en ont fait sur ce sujet là. C'est pour moi la grande priorité. Et ensuite puisque l'on parle des salaires, n'oublions pas dans ces débats que ce qui fait la progression durable des salaires dans une économie c'est l'innovation et la productivité. Les Etats-Unis ont réussi la révolution numérique au début des années 2000. Si la croissance de la productivité en France avait connu la même trajectoire que celle des Etats-Unis depuis l'an 2000, le salaire médian français ne serait pas de 2200 euros net par mois comme il l'est aujourd'hui, mais de 3300 euros net par mois. 50 % de plus, ça changerait beaucoup de choses. Donc je trouve qu'on parle pas suffisamment d'innovation, d'intelligence artificielle dans ce débat. La robotisation, l'IA, l'innovation et leur diffusion dans l'économie, c'est aussi à terme ce qui va permettre une vraie progression des salaires pour notre économie et pour les Français.

Jean-Luc Mélenchon sur les salaires.

Oui, on passe d'un sujet à l'autre. Ah oui, c'était quand même le... Oui, d'accord, ok. C

'était quand même la trente de décembre. Il faut quand

même arriver à savoir où on en est.

Ah ben là, je viens de vous le dire, salaire et coût du travail. Je

voudrais pas que madame croit que je ne voulais pas répondre à sa question. Je répondais qu'à la première partie, je ne suis pas d'accord avec vous si vous voulez bien accepter cette idée. Non, ce n'est pas l'excès de normes qui empêchent de faire les affaires là-dessus pour ce qui est de la souveraineté. Nous avons entendu M. Philippe nous dire à l'instant, il faut que l'Europe soit l'Europe puissance. Ah ben très bien. Mais pour ça, c'est pire que pour annuler la dette, parce qu'il faut changer le traité européen. Vous savez comme moi que vous ne pourrez pas affecter les sommes qui sont investies en Europe autrement que dans le cadre de la concurrence libre et non faussée, c'est-à-dire d'un marché ouvert sur le monde. Par conséquent, vous ne pouvez pas à la fois prôner à la Terre entière la concurrence libre et non faussée et le libre échange et de dire, ah ben non, pas sur ce sujet. Nous devons donc modifier le traité qui fait l'Union européenne, parce que sinon nous allons mourir politiquement, socialement et industriellement, parce que nous ne sommes pas en état de résister. J'aurais bien entendu,

[oui, sur les salaires et le coût du travail, parce que sinon on n'aura pas la réponse pour Vincent Furlough. Oui, mais](#)

je voudrais quand même, à l'instant on vient de dire, on est contents de l'investissement étranger, vous êtes contents de la part de spéculation qu'il y a dans cet investissement sur l'immobilier, vous êtes contents de la vente à la découpe de l'industrie française de ce qui en reste, eh ben pas moi. Par conséquent, je mettrai en place une vigilance extrêmement aiguë sur ces investissements. Et pour terminer sur la question européenne, je vous dis les choses comme elles sont. Tout ce qui viendra de l'Europe en contradiction avec les intérêts des Français, tels qu'ils sont décrits par leurs votes et les programmes, nous désobéirons. Maintenant, de quoi voulez-vous parler

[? · Le coût du travail et salaire. ·](#)

Parfaitement. Alors là, c'est l'assemblée des magiciens. Vous ne voulez plus rien payer et vous renvoyez tout, mais à qui ? À qui va payer tout ce que vous venez de dire ? Vous voulez la retraite par capitalisation ? Il faut des hauts revenus pour se payer la capitalisation. Pour avoir le même retour sur une retraite qu'on a aujourd'hui par la répartition, il faudrait cotiser deux fois plus que c'est le cas actuellement. Les États-Unis n'ont pas de leçons à nous donner. Leur système social est pitoyable. Des millions de gens sont en dehors de tous les circuits de fonctionnement normal d'une société. Les Français ne peuvent pas vouloir une chose pareille. Quant aux Chinois, tournez pas autour du pot. Ils ont gagné la partie technologique. Maintenant, il faut discuter avec eux et faire un échange équilibré. Vous avez proposé une piste ? J'en ai des dizaines d'autres. Ce qui ne tient pas debout, c'est de les traiter comme des ennemis. Il faut avoir avec eux une discussion raisonnée, raisonnable, avec un échange équitable avec eux. Mais pas leur dire, vous n'avez pas le droit de vendre chez vous. Pardon, les salaires, très bien, il faut les augmenter. Il faut augmenter le SMIC. Si vous n'augmentez pas les salaires, vous ne rigolerez pas longtemps parce que vous aurez la récession. Dans ce pays, les salaires et la consommation populaire, c'est 55 % du PIB. Alors vous rirez jaune si vous ne partagez pas davantage. Et là, ce n'est pas vrai que la petite entreprise et la grande entreprise, c'est la même chose. Tout à l'heure, j'ai vu que je ne vous ai pas intéressé. Quand je vous ai parlé des charges qui viennent, par exemple de l'électricité, je vous ai dit qu'il faut trouver le moyen d'en produire autrement. Ils sont en train de parler d'un équipement nucléaire qui n'existe pas. Les machines qu'il est question d'installer ne fonctionnent pas. Et nous aurons une falaise en 2040, quand les actuelles centrales seront arrivées à terme. Quant à l'eau, alors là, cher ami, vous auriez dû y réfléchir. Les bassines qui ont été faites, il n'y a plus d'eau dedans. Pour une raison, c'est qu'il fait trop chaud. Et de même, le nucléaire, ne le reproduisiez pas avec de l'eau chaude. Tout ça, ce sont des délires. Il faut partir des choses sérieuses, de la technique sérieuse, avec des objectifs sérieux de développement industriel du pays et pas des franchises qui ne veulent

rien dire.

Voilà, ça y est, je m'avance même physiquement pour reprendre le contrôle de la situation. Je ne vous l'avais jamais

perdu, cher ami.

Oui, certes, c'est vrai. Jusqu'à maintenant, ça ne se passe plutôt pas si mal. Édouard Philippe, allez-y.

Le sujet du coût du travail, c'est évidemment un sujet sérieux pour la compétitivité qu'on évoquait tout à l'heure. Le coût du travail en France, il est souvent regardé comme étant un peu plus élevé que dans beaucoup de pays européens. Et il y a un domaine dans lequel il est nettement plus élevé en tout cas qu'un de nos concurrents principaux, qui est l'Allemagne. C'est à partir de 2,5 fois le SMIC, c'est -à-dire pour les emplois qualifiés. C'est -à-dire souvent pour des emplois industriels avec des emplois très qualifiés. Là, on a un coût du travail qui est objectivement beaucoup plus élevé que dans d'autres pays européens. Et c'est quand même, quoi qu'on en dise, un vrai sujet de compétitivité. On vit une situation, et je voudrais le dire, s'agissant du coût du travail, une situation qui est extrêmement inquiétante économiquement et je dirais, je vais vous dire pourquoi, démocratiquement. Vous connaissez cette statistique, ce chiffre qui est intéressant. On considère que dans les années 50, un ouvrier français ou en tout cas un salarié français qui était payé au salaire médian, c'est -à-dire il y a 50 % au-dessus, 50 % en-dessous, salaire médian, en 15 ans, il doublait son niveau de vie. Ça, c'était le miracle des années 50. Très grande productivité. On considère que le même au salaire médian dans les années 90, s'il voulait doubler son niveau de vie, il fallait une vie de travail. Au bout d'une vie de travail, il pouvait avoir la chance d'avoir doublé son niveau de vie. La productivité est un petit peu plus faible, mais quand même, ça continue à progresser. Aujourd'hui, la même statistique nous montre que quelqu'un qui est au salaire médian, au salaire médian, plus que l'ESMIC, au salaire médian, il doit mettre deux vies de travail à doubler son pouvoir d'achat. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que c'est déjà désespérant pour celui qui est au salaire médian, mais que tous ceux qui sont en-dessous, soyons clairs. Non. Dans l'hypothèse où ils font toute leur vie, c'est -à-dire qu'ils ne progressent pas, dans l'hypothèse où ils font toute leur vie calée au salaire médian ou calée au SMIC, aucune perspective, aucune perspective de réelle ascension économique et sociale. C'est un problème économique énorme, mais plus que ça, c'est un problème démocratique énorme, parce que, mesdames et messieurs, il n'y a pas d'exemple de démocratie qui résiste à l'affaiblissement durable des classes moyennes populaires. La promesse démocratique, c'est quand même le fait que les classes moyennes populaires, grâce à l'économie de marché, grâce aux gains de productivité, vont réussir à avoir un pouvoir d'achat. Et les grands accidents démocratiques que nous avons connus dans l'histoire de l'Europe, ont toujours eu lieu lorsque la classe moyenne populaire voyait son pouvoir d'achat et ses perspectives économiques dégringoler. Donc, derrière la question du coût du travail, derrière la question de la rémunération, il n'y a pas simplement une question économique, je voulais insister sur ce point. Alors, qu'est-ce qu'on fait ? Évidemment, on doit essayer de rapprocher le brut du net. Évidemment, on doit essayer de faire en sorte que dans le coût du travail, il y ait le plus de choses possibles, si j'ose dire, qui viennent aux salariés. Mais on sait tous aussi, on ne va pas se raconter de caramel, on sait tous aussi que la différence entre le brut et le net, c'est le coût de la protection sociale. C'est -à-dire de la rémunération demain. C'est -à-dire la rémunération quand il y a un accident de la vie. Donc, on ne peut pas dire, on va passer le brut au net, et puis voilà pour le financement de la protection sociale. Il faut bien l'intégrer. Donc, nous devons collectivement trouver le système qui nous permet d'abord de contenir l'évolution de la dépense sociale. On y revient. C'est une des raisons pour lesquelles il faut faire une réforme d'air-trap. Et deuxièmement, veiller à ce

que le financement de la protection sociale ne repose pas exclusivement ou quasi -exclusivement sur des prélèvements sur le travail. Comment on fait ? On élargit la base. Il ne reste

peu de temps pour le dire.

On élargit la base. On commence par diminuer la dépense, en tout cas par contenir la dépense. Parce que je me méfie des solutions. D 'ailleurs, M. le Président Martin, vous en avez formulé des solutions. Je les entends. J 'ai même vu que François Hollande, qui avait dit beaucoup de mal de la TVA sociale, venait maintenant sur ce sujet. Je n 'ai pas d 'obsession, mais ça m 'a frappé quand même. Je voudrais simplement dire quelque chose. Imaginez qu 'on va régler cette question par un bon taux. C 'est -à -dire en disant... Non, non. En disant, on va réorienter une fiscalité. Avant de dire que l 'essentiel, c 'est de contenir cette dépense, ça me paraît dangereux.

Mais sur le fond,

élargir la base, faire en sorte que toute la population contribue au financement de la protection sociale. Et pas seulement ceux qui travaillent, me paraît indispensable si on veut ramener le brut du net. Et derrière cette petite décision, il y a des choses qui ne sont pas populaires.

Mais si on veut que

le pouvoir d 'achat des actifs demeure, si on veut vérifier que les actifs, en travaillant, continuent à évoluer dans le bon sens, alors, vous devons passer à ce nouveau mode de financement.

Je pense que vous avez tous à c-ur d 'aller au bout des thématiques qui sont quand même prévues, pour lesquelles les entrepreneurs se sont notamment mobilisés. Donc on avance, s 'il vous plaît. Il faut qu 'on fasse un tout petit peu attention sur les temps de parole. Je suis dans mon rôle, c 'est pas toujours... C 'est parfois un point un grain, mais voilà, je suis là pour ça aussi. Raphaël Buxman, allez -y.

Déjà, ça rappelle des souvenirs, les conférences de presse du Premier ministre. Mais il va falloir qu 'on fasse un débat. Et donc, sur le travail, on est dans une situation qui est catastrophique en France, précisément. Le travail ne paie plus assez. Et c 'est vrai que c 'est une menace sur la démocratie. Donc, il faut impérativement que les travailleurs puissent gagner leur vie, puissent améliorer leur vie par le travail. Mais il faut dire comment on le finance. Et moi, je ne le financerai pas par la casse du modèle social. Et je ne le financerai pas non plus par l 'aggravation de la dette. Et donc, il faut trouver des ressources. J 'ai fait une proposition forte qui est de dire, on baisse la CSG sur les salaires pour les salariés. Et on trouve l 'argent où ? Eh bien, chez les grands, grands, les méga héritiers. Il y a 50 ans, la France, le patrimoine des Français, eh bien, les deux tiers étaient le produit de leur travail, un tiers le produit de leur héritage. Aujourd 'hui, c 'est l 'exact inverse. Aujourd 'hui, le patrimoine des Français, c 'est les deux tiers l 'héritage. Et un tiers le produit de leur travail. On est en train de recréer une société de privilèges. éritocratie au lieu de la méritocratie et donc ce qu 'il faut et bien c 'est permettre aux travailleurs de vivre dignement de leur travail et reconstruire une société qui favorise les travailleurs mais pour ça il faut dire où on prend l 'argent le salaire c 'est la chose fondamentale mais il y a aussi les conditions de travail on a besoin en france d 'améliorer les conditions de travail la santé au malheureusement le pays où il y a le plus de morts au travail et donc ce qui nous faut c 'est un nouveau pacte social un pacte social qui peut s 'inspirer d 'autres pays par exemple en allemagne les travailleurs ont une voix beaucoup plus forte dans l 'entreprise et le climat social est meilleur et les syndicats sont mieux reconnus et donc ce qu 'il faut faire c 'est un pacte qui permet aux travailleurs non seulement de gagner mieux leur vie d 'améliorer leurs conditions de travail mais de se sentir reconnus sur leur lieu de travail et c 'est à cela que nous devons travailler

tous ensemble dès le lendemain de l'élection

pour une heure et un jour

je voudrais simplement dire à Jean-Luc Mélenchon qu'il est vraiment le candidat du Yaka Faucon sur la capitalisation vous cachez une réalité dans la fonction publique il y a un étage de capitalisation individuelle et il s'en porte pas plus mal les agents publics pourquoi ce qui est autorisé pour le public ne le serait pas pour le privé et la capitalisation ce sera une capitalisation populaire qui permettra à des Français avec des revenus modestes de bénéficier de taux de rendement que leur répartition leur donnera pas et ça permettra justement en termes de souveraineté d'avoir des fonds d'investissement français parce qu'on les fonds de pension américains ce sera donc une solution de souveraineté maintenant pour le travail et pour revenir à la question notre problème c'est qu'on a un système qui surtaxe le travail et qui encourage trop souvent la cistana ma proposition elle est très claire elle est que dès la première heure on allège les charges sociales très concrètement quand vous payez des charges patronales vous payez pour des choses qui sont contributives ou assurances c'est normal par exemple que la retraite est comme base évidemment le travail cotisations familiales c'est de la solidarité c'est pas de l'assurance donc dès la première heure j'allège les charges de travail mais ensuite puisque je vous ai dit que je voulais plus de travail dans l'économie française je crée un seuil à partir de la 36e heure 100 1623 heures à partir de ce seuil là il y a zéro cotisation ni salarial ni patronal 0 c'est 35 % de coût du travail en moins et c'est pour les salariés qui accepteront de faire une demi heure de travail par jour zéro cotisation c'est pour un salaire médian 3500 euros net quasiment deux mois de plus sur la fiche de salaire et c'est donc l'identité salaire brut égale de cette façon là vous réconciliez les intérêts de l'entreprise vous diminuez le coût du travail et en même temps vous donnez plus de pouvoir d'achat grâce au travail aux salariés il y a que comme cela que on pourra gagner dans la compétition mondiale et qu'on relancera l'activité par contre je tape l'assistanat et j'assume j'assume de à 70 % le total des prestations des aides sociales servies aux Français demain je ne veux pas qu'il y ait si peu de différence entre ceux qui se lèvent tôt et qui vont travailler et qui est ceux qui se lèvent plus tard et qui ne travaillent pas et des quantités un pépin un accident de parcours oui mais il faut décourager

précisément assurance chômage de quoi parlez-vous précisément

sauf l'assurance chômage l'assurance chômage et sur une base assurantielle

taper dans le social oui je me doutais que vous leveriez le doigt Marine tout de suite déjà parce que je suis pas

toujours obligé de parler en dernière mais parce que je suis extrêmement choqué parce que j'entends qui est très stigmatisant et je pense que toutes les personnes qui vivent des minima sociaux et qui nous regardent doivent choker parce que elle elle savent ce que c'est et on est dans un moment où le sujet n'est pas juste comment on fait pour vivre avec un RSA pour certaines c'est comment on fait quand on perd le RSA parce que certains de vos amis à la tête de certains départements ont engagé une chasse aux bénéficiaires du RSA dont certains doivent justifier pourquoi ils ont gagné 30 euros au keno et si ces 30 euros ont vraiment été gagnés au keno et que voyez-vous quand on vous radie du RSA vous n'avez plus de filet de sécurité et c'est ça qui se passe dans certains départements en France aujourd'hui tout comme monsieur Philippe qui a expliqué que maintenant l'assurance chômage ce serait 12 mois c'est encore pire que vous ce que vous avez fait ça veut dire quoi ça veut dire se dire que la précarité est une incitation que si on a un chômage et qu'on n'a que 12 mois on va vite tout d'un coup se dépêcher de trouver un emploi et quand bien même moi j'ai rencontré aujourd'hui beaucoup d'entrepreneurs qui travaillent dans le milieu de l'écologie et qui ont besoin de recruter des gens dans les métiers d'avenir et ces métiers d

'avenir s'ils ne trouvent pas preneur c'est pas parce qu'ils sont pas attractifs c'est parce qu'ils sont nouveaux et qui nécessitent des formations et donc quand tu es dans un moment où tu as perdu ton emploi où tu es à l'assurance chômage c'est le moment où tu peux dire je me forme pour aller vers une nouvelle filière si tu n'as que 12 mois de chômage tu ne le fais pas parce que c'est trop court pour se projeter vers un métier d'avenir et c'est comme ça qu'on met en difficulté les métiers de l'attrition et donc la transition derrière pour ce qui est...

Marie Tandelier juste... Non,

vous avez dit qu'on coupait pas sinon je vous réponds sur les bassines et sur le nucléaire ça va être très long Donc je continue sur le coût du travail Vous vous répondrez tout à l'heure Souffrez que je continue mon explication sur le coût du travail qui était la question qui était posée Le coût du travail c'est un coût pour les entreprises mais c'est aussi le revenu des français c'est leur pouvoir d'achat Faut pas qu'on oublie quand même ce volet là et d'ailleurs toutes celles et ceux qui veulent baisser les cotisations enfin les cotisations et ce qu'on en fait d'ailleurs c'est quand même du salaire différé aussi c'est pas vous dites on va rapprocher le salaire net du brut et comme ça ce sera tous les revenus mais ce qui entre le net et le brut c'est du salaire différé donc c'est quand même des revenus prochains pour les personnes moi je rappelle quand même qu'il y a 11 millions de pauvres dans ce pays chaque jour un peu plus nombreux et chaque jour un peu plus pauvres ça c'est le bilan du macronisme je rappelle qu'il y a parmi les travailleurs 1,5 millions de travailleurs pauvres 1,5 millions c'est 6 à 7 % de toute la population active alors on peut se dire que c'est pas un problème moi je vous dis que c'est un sujet 6 à 7 % de la population active travaillent et ce travail ne les protège pas de la pauvreté il y a dans ce pays pour les personnes qui gagnent le SMIC ou moins 42 % d'entre eux qui ne coupent des repas qui suppriment des repas pour des raisons financières 53 % d'entre eux ont réduit la proportion dans leurs assiettes souvent pour pouvoir donner correctement à manger leurs enfants c'est ça qu'il y a derrière le coût du travail alors moi je le dis les écologistes promettent et porteront et mettront en place un SMIC à 2000 euros brut et je sais que beaucoup de chefs d'entreprise ici aimeraient bien le faire mais disent on n'arrive pas pourquoi parce que si la valeur est mal répartie Marine Tondelier il faut qu'on arrive à la conclusion et aujourd'hui les donneurs d'ordre et bien il faut mieux partager la richesse entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants et qu'aujourd'hui les grandes entreprises elles sont capables de faire 107 milliards de dividendes pour 40 entreprises et d'un autre côté des entreprises galères et donc il faut mieux répartir la richesse pour pouvoir mieux payer tout le monde et dans la conclusion je vous donnerai des mesures spécifiques pour les TPE et les PE qu'il faut bien plus s'élayer dans ce pays pour qu'elle soit capable de payer correctement les français et de lutter contre les travailleurs pauvres de lutter pour la justice sociale sinon ça a été dit plusieurs fois et pas par des gens de gauche seulement sinon on ira dans le mur et ça va mal se terminer

moi je vous dis qu'on ira dans le mur en terme de temps

c'est un mur beaucoup moins dangereux

ça je vous le confirme mais tout de même Marine Le Pen

moi d'abord je reste un peu admirative de gens qui ont participé à la majorité depuis 10 ans et qui aujourd'hui ont plein plein plein plein d'idées qu'ils ont jamais jamais jamais mis en oeuvre c'est là j'avoue que moi j'arriverai pas à faire ça moi j'arriverai pas à faire ça j'arriverai pas à me regarder à la glace et à faire ça comme ça tranquillement comme si de rien n'est fait

c'est sûr que c'est plus facile dans l'option de faire du commentaire en permanence

madame vous faites bien de m 'interpeller parce que vous n 'avez pas reproduit ici le projet que vous avez pourtant expliqué dans les journaux consistant à augmenter 200 euros l 'intégralité des salaires jusqu 'à je crois deux fois et demi le SMIC donc montant, non mais parce qu 'il faut parler un moment on peut parler sérieusement montant 55 milliards d 'euros alors où est -ce que vous les trouvez je suis sûr que vous avez sûrement énormément de solutions à nous expliquer restons encore une fois ça le sérieux vous le savez vous entrepreneurs oui les salaires sont trop bas vous le savez vous aimeriez tous en effet pouvoir les augmenter oui le coût du travail est lourd oui un certain nombre de mesures sur le long terme peuvent faire baisser le coût du travail d 'abord la relance économique la baisse du chômage et toute une série d 'autres luttes potentielles contre la fraude qui existe et dont on parle peu mais qui coûte également très cher mais aujourd 'hui dans la situation budgétaire dans laquelle nous sommes on ne peut pas faire baisser le coût du travail au delà de ce qui a été fait parce que pardon vous avez monsieur Fureland choisi un salaire à 2 ,9. Oui, on comprend bien pourquoi vous avez choisi un salaire à 2 ,9. Parce qu 'en dessous du salaire à 2 ,9, il y a quand même un certain nombre d 'exonérations. On est d 'accord. Et ces exonérations, elles sont aujourd 'hui, mais encore une fois, moi, j 'assume de les maintenir, donc ce n 'est pas le sujet, mais elles sont à 77 milliards. En 2014, de mes mois, elles étaient à 21 milliards. Donc elles ont considérablement augmenté ces exonérations et donc cet allègement du coût du travail pour l 'entreprise. Donc en l 'état, c 'est compliqué. Nous, ce que nous pouvons faire là tout de suite, au moment où on se parle, dans la situation budgétaire, c 'est baisser les dépenses contraintes. Parce qu 'on oublie de vous dire, c 'est que les dépenses contraintes, elles ont considérablement augmenté depuis les dix dernières années, et notamment le coût de l 'énergie. Et c 'est pourquoi nous considérons qu 'il est bénéficiaire. Il bénéficiera aux particuliers, aux salariés, mais aussi aux entreprises, de faire baisser massivement le coût de l 'énergie. Deux mesures. Une mesure immédiate, baisser la TVA de 20 à 55 sur l 'ensemble de l 'énergie, fioul, électricité, gaz, et dans un second temps, retrouver un prix de production français de l 'électricité, parce que les coûts ont explosé, et ça n 'est pas lié au coût de production français qui lui a permis de donner une énergie abondante, sûre et très peu chère pendant des années, ce qui a d 'ailleurs soutenu, vous le savez, les 30 Glorieuses. Donc voilà, la réalité, elle est là. On peut agir sur les dépenses contraintes, on peut agir sur la TVA, sur les produits de première nécessité. Moi, je suis opposé à la TVA sociale, parce que la TVA sociale, en réalité, si elle peut être potentiellement neutre pour les salariés, elle ne l 'est pas du tout pour les retraités qui vont voir leur pouvoir d 'achat baisser considérablement. Elle ne l 'est pas du tout pour les chômeurs qui vont voir baisser leur pouvoir d 'achat considérablement, ni même pour les jeunes qui ne sont pas en situation d 'emploi et qui pourraient pas faire face à une augmentation de la TVA que vous souhaitez.

On passe au thème suivant. Vous vous êtes tous exprimés sur ce julek. On va parler maintenant de simplification et de normes. C 'est un gras qui reste toujours très difficile à atteindre. 38e loi, je crois, de simplification dans le pays. Il y a même des patrons qui appellent et qui ont écrit un livre pour dire simplifier et qui demandent à ce que ce soit une priorité. 59 %, je vais citer encore une fois, la consultation qui a été faite par le MEDEF, des dirigeants citent le poids des démarches administratives comme étant une priorité. Colombe Lecoufle, je vous en prie, je vous ai vu, vous pouvez vous lever. Merci d 'être avec nous. Vous êtes patronne d 'une entreprise qui produit des orchidées avec une problématique qui, je crois, est partagée par de nombreux entrepreneurs sur ce cours. Philippe Chatrier, allez -y.

Merci beaucoup et bonjour à tous. Effectivement, j 'ai repris une entreprise familiale dont je suis la cinquième génération et j 'ai des sujets de poids administratifs. C 'est en l 'occurrence. Aujourd 'hui, je viens vous parler d 'un sujet très concret, c 'est les bulletins de paye. Puisque le bulletin de paye aujourd 'hui, je ne sais pas qui d 'entre vous ou d 'entre nous dirigeants puissions les expliquer, détailler toutes les lignes. Voilà, c 'est un énorme sujet. Chaque mois, ça revient chaque mois. Et donc, sachant que je ne peux pas l 'expliquer à mes collaborateurs, ça crée une tension sociale dont

je n'ai pas besoin parce que j'ai cinq collaborateurs et que j'ai envie de faire autre chose que d'avoir des tensions avec eux. Et il y a un autre aspect dans mon emploi du temps qui est très lourd, c'est que je passe environ un tiers de mes mois ou de mes journées à gérer les changements de normes, l'évolution administrative qui est en mouvement constant. Donc aujourd'hui, ce que j'aimerais savoir, c'est ce que vous allez proposer dans vos mandats, si l'un ou l'autre d'entre vous est élu, pour nous permettre de simplifier la lisibilité des bulletins de paye et aussi nous permettre de passer moins de temps à respecter les normes continuelles pour nous permettre de faire notre travail. Merci beaucoup, Colombe

Lecoufle. Alors, j'ai entendu Marie -Thauvin, vous disiez « Je termine toujours, je suis toujours à la fin », mais vous allez commencer, tiens, parce que quand même, on le sait, vous le savez très certainement, souvent quand on parle de normes, il y a beaucoup d'entrepreneurs qui nous disent « oui, enfin, à l'écologie, c'est beaucoup de normes, et puis si vous arrivez au pouvoir, il y en aura certainement encore plus ». Alors, qu'est-ce que vous... Attendez,

c'est assez impressionnant ce que vous venez de faire, parce que madame nous dit « moi, je suis embêtée par les bulletins de paye et par toutes les règles qu'on met en général ». Elle n'a absolument pas parlé de normes environnementales. Et vous, vous me regardez moi en disant que c'est de ma faute alors qu'elle n'a parlé d'autre que de normes environnementales. Vous ne m'avez

pas dit que c'était votre faute pour les fiches de paye. Mais la question ne portait

absolument pas sur les normes environnementales. Vous savez très bien que je parlais des normes en général et que c'est vrai que beaucoup d'entrepreneurs nous ont dit... Non, vous vous êtes retournés à moi en tant qu'écologiste en disant « c'est vous ». Et je précise par ailleurs que je n'ai jamais été au gouvernement et que mon parti n'y a pas été très longtemps. Donc, si vous avez des récriminations à apporter... Non, aucune récrimination. L'occasion pour vous de répondre à ce qu'il se dit beaucoup d'entrepreneurs, c'est que les normes souvent écologiques sont un peu... Vous voulez qu'on parle des normes environnementales ? Mais vous répondez à la question que vous voulez, notamment la question... Moi, déjà, je veux tracer clairement la ligne entre la nécessaire simplification administrative, qui est une chose, et vous en avez parlé, et la dérégulation environnementale, qui est un autre sujet. L'un concerne un objectif, on veut combattre l'objectif environnemental en dérégulant, et l'autre est un moyen à la simplification administrative. Et sur la simplification administrative, je le dis, on est tous, mais pas qu'en tant qu'entrepreneurs, en tant que citoyens aussi, on est tous concernés par des choses, des fois où on ne comprend pas ce qu'on est en train de faire. Donc moi, je le dis, oui, l'Etat doit simplifier, fait que ce soit la CAF, la CPAN, le site des impôts, on est tous confrontés à des trucs qui ne marchent pas. Et donc moi, je vais mettre une règle simple, qui sera pour les entreprises et pour les citoyens, l'Etat ne devrait pas vous demander une information qu'il a déjà. Pourquoi on passe notre temps à recopier notre adresse postale, et à mettre tel numéro, tel truc ? L'Etat a ces informations qu'il se débrouille pour arrêter de nous les demander en papier, en numérique, en trois exemplaires, en copie carbone. Il les a, il les prend, il les recopie et il arrête de nous embêter. Vous avez beaucoup d'avance,

Marine Tondedier, c'est pour vous.

Ensuite, sur l'histoire des normes environnementales, enfin, on va être clair, en fait, notre État, il est en situation de surendettement, notre nation en surendettement écologique. C'est -à-dire qu'on vit à crédit sur la planète, sur toutes les limites planétaires, et que ça surendette aussi les ménages, et l'Etat, et l'écologie, et les entreprises. Parce que l'absence d'écologie, le fait d'avoir supprimé le leasing social, le fait d'avoir supprimé aussi ma prime rénov' d'avoir déshabillé un peu ce processus, ça fait qu'à la fin, on est tous dépendants du prix de l'énergie, du prix de l'électricité, du gaz, du

pétrole, et que ça nous surendette. Donc, c'est pas un gouvernement qu'on a, c'est COFIDIS. C'est COFIDIS, sauf que COFIDIS au moins est obligé d'être fichu le taux. Et nous, on paye les intérêts, et on ne sait pas pour combien de temps, et on sait qu'on les paye tous alors qu'on n'est pas responsable. J'entends que l'écologie est parfois vue comme une contrainte. Moi, je vous ai expliqué à l'introduction, c'était la condition de notre liberté, et qu'on peut décider de ne pas voir le fait que comme dans toute politique publique, comme dans le droit du travail, comme dans toute politique publique, il faut des limites. Eh bien, si on ne réagit pas, on ira dans le mur et

on en paiera tous les conséquences. Vous avez vu réagir Jean -Éculé Manchon, je viendrai vers vous également juste après. Allez -y, Gabrielle Attal.

Non, mais d'abord, Madame Tondelier, je comprends que vous ne vouliez pas répondre à certaines questions, mais vous n'êtes pas obligé de raconter non plus n'importe quoi. Tout à l'heure, vous avez dit, monsieur Attal, vous avez baissé le fond vert. Enfin, qui a créé le fond vert ?

D'un trait de plume. Madame Borne. J

'étais à Bercy, c'est moi qui ai porté la création du fond vert.

Et vous avez supprimé d'un trait de plume. Et

vos amis ont voté contre, vos députés ont voté contre à l'époque où on l'a créé. Et là maintenant, quand il y a une baisse parce qu'il y a des économies,

vous venez vous plaindre. Vous dites à l'instant le leasing social.

Qui a créé le leasing social ? Il a été créé en 2022 par nous. Et vous avez voté contre, vos députés, quand on l'a mis en place dans le budget. Donc arrêtez d'expliquer que vous défendez des outils et des dispositifs, alors que vous avez voté contre. Et vous êtes opposé. Je vais au bout de mon intervention si vous voulez bien. Deuxième, je n'entends plus rien apparemment. Je ne vous ai pas interrompu. J'ai attendu que vous ayez pris pour vous répondre.

Marine Tondelier, il ne faut pas mentir.

J'ai attendu que vous ayez terminé pour vous répondre. Attendez que j'ai terminé

pour vous répondre. On va mettre et mis 0 euros sur le leasing social. C'est son groupe parlementaire qui le fait. Marine Tondelier, Gabriel Attal vous répond. 0 euros.

Attendez que j'ai répondu pour me répondre. J'ai attendu que vous ayez parlé. Ensuite, on voit bien qu'il y a aujourd'hui deux lignes. Et on l'a vu notamment dans un dernier texte qui vient d'être examiné à l'Assemblée nationale pour nos agriculteurs, avec des mesures extrêmement pragmatiques. Je mets de côté la question des phytosanitaires, qui est très inflammable. Des questions très pragmatiques pour permettre à nos agriculteurs de stocker de l'eau quand il pleut pour faire face à la sécheresse. Pour permettre à nos éleveurs d'étendre un bâtiment d'élevage parce qu'ils ont envie d'avoir plus de bêtes et de développer leur exploitation. Pour permettre à un agriculteur de construire un bâtiment agricole pour ranger ses outils parce qu'il se les fait voler la nuit. Des mesures de simplification. Les amis de M. Mélenchon, de Mme Tondelier, de M. Glücksman ont voté contre ces mesures pragmatiques pour permettre à nos agriculteurs de pouvoir cultiver notre terre et nourrir les Français. On voit qu'il y a aujourd'hui une ligne très claire entre ceux pour qui... L'écologie est vraiment une fin en soi et l'environnement est ce comme vous pour qui l'écologie est tout simplement un moyen et un alibi d'aller vers la société décroissante qui est réellement votre

projet. C'est ça la vraie différence entre nous. Je vous ai pas interrompu. Je vais au bout des questions qui ont été posées sur la simplification. J'en ai largement parlé tout à l'heure quand on parlait industrie, je le redis ici, garantie dans la Constitution, silence de l'Etat et de l'administration, vos acceptations au bout de deux mois, principe de rapidité dans la Constitution, délai d'écurement à 18 mois pour l'empilement de tous les recours sur un projet pour que tout porteur de projet soit fixé au bout de 18 mois. C'est oui ou c'est non mais au moins ça dure pas 5, 6, 7, 8 ans. Il y a un dernier point sur lequel je veux revenir. J'ai un peu de retard sur ces questions de simplification. C'est un secteur dont j'ai parlé dans mon introduction et qui est pour moi probablement le secteur économique qui a été le plus mal mené ces dernières années, c'est le logement. Moi je suis, je le dis ici, inquiet de la situation du logement en France et du bâtiment en France. Et on dit souvent que quand le bâtiment va, tout va. La réalité c'est qu'il y a eu une ligne que je ne partageais pas pour le coup, considérant à dire que le logement, l'immobilier, la pierre, c'est pas productif. Bah si c'est productif en fait. C'est productif parce que c'est des centaines de milliers d'emplois, parce que c'est des recettes fiscales et parce que c'est ce qui permet aussi à des Français de se projeter dans l'avenir. J'étais il y a encore quelques jours dans un département du sud de la France, je vois un couple en CDI tous les deux. Ils payent 1100 euros par mois de loyer. On leur refuse un crédit à 900 euros de mensualité pour devenir propriétaire. Le principal symptôme du déclassement aujourd'hui pour les jeunes générations, c'est l'impossibilité de devenir propriétaire alors que les générations précédentes avaient la possibilité de devenir propriétaire. Alors il faudra un vrai statut du bailleur privé, pas un faux statut du bailleur privé comme celui qui a été malheureusement mis dans le dernier budget. Simplifier drastiquement toutes les règles pour la construction. C'est terminé. Encourager les maires à autoriser la construction alors donnant la main sur l'attribution des logements sociaux pour les primo accessions et permettre aux Français qui sont dans le logement social depuis des années d'acheter leur logement social pour devenir propriétaire.

Merci Gabriel. Laetal, je voudrais juste faire un petit point sur les U.A. Nous on se dit que c'est pas trop l'état d'esprit du moment. Si on pouvait éviter, ce serait pas mal pour continuer un débat qui se passe quand même plutôt très bien depuis le début. Merci beaucoup. Allez -y Jean -Luc Mélenchon. Je trouve

ça très révélateur. Je suis pour que les gens fassent ce qu'ils ont eu de faire et je maintiens que M. Atal a menti que le fond vert, vous l'avez divisé par 4 et que le lit spécial, vous l'avez mis à 0 euros. Et vous pouvez siffler, c'est exactement

le même résultat. C'est ce qu'ils ont fait. Marine Tondelier, vous avez énormément d'avance en termes de temps de parole. Je le dis pour vous parce que... On a du retard sur l'écologie en France, donc ça compense. Allez -y Jean -Luc Mélenchon.

Moi, j'essaye de suivre le cours rationnel d'une discussion et franchement... Faut ramer pour arriver... Il surgit des... Là, je viens de vous entendre comme opposant sur le logement. On croit rêver. Vous êtes dans le gouvernement depuis le début de la Macronie et vous, pareil. Et vous venez de vous dire ce qu'il faut dire. C'est quand même incroyable. Alors, j'ai compris votre dénominateur commun. Vous ne voulez rien payer, mais vous voyez qu'il se passe plein de choses. Et ça va finir comment ? Patrick Martin, au moins, il l'a dit. La TVA sociale. D'ailleurs, il se tombe dans son calcul. Nous serons absolument contre. Moi, jamais la TVA sociale. On a parlé de capitalisation il y a un instant. Et alors, M. Retailleau dit... Ah bah, c'est formidable. Regardez, je veux augmenter les salaires. Ah oui, oui. Vous augmentez le pouvoir d'achat, mais il va falloir que les travailleurs se payent eux-mêmes en fonction du niveau de leur salaire, leur retraite, l'assurance chômage, toutes les assurances. Et pas un instant. Vous, vous n'évoquez le fait que vous avez des dépenses qui vous sont imposées, une espèce d'impôt privé qui pèse sur vous. Qui sait qui augmente le prix de l

'électricité ? Pas la production d 'électricité française. Qui est -ce qui augmente la plupart des prix, les assurances et ainsi de suite ? C 'est bien votre système de marché qui ne marche pas pour le coup. Alors, sur les normes, on se défoule. Il ne faut pas de normes. Bah si, il en faut. Il en faut. Parce que si vous voulez faire des économies sociales, eh bien, il y a un domaine dans lequel on peut en faire des normes. C 'est la maladie. Vous savez ce que coûte à ce pays la malbouffe ? Le fait que comme elle l 'a dit tout à l 'heure, les gens mangent moins pour que les enfants, les petits puissent manger, et on mange à bas prix. Ça coûte 9 milliards le diabète. Ça coûte 19 milliards les particules fines. Ça en fait des milliards. Ça s 'appelle une politique de la santé. Et pour ça, il faut des normes. Comment faisons -nous pour être le pays record d 'Europe des morts au travail ? Pas un d 'entre vous ne souhaite que quelqu 'un meurt au travail. On ne se hasarderait pas à le dire. C 'est donc qu 'il y a quelque chose qui tourne parron dans l 'organisation de ce travail, et notamment dans les normes qu 'on met en place. Alors moi, je vous dis, il faut qu 'on ait une... Vous avez parlé du logement, mille fois d 'accord avec vous, mais d 'abord, on doit régler le problème des passoires thermiques. Il faut acheter du nouveau logement, mais il faut aussi réparer tout l 'ancien. Les gens, c 'est grelotter l 'hiver. Maintenant, en plus, ils sont au four pendant l 'été. C 'est la catastrophe totale, c 'est l 'humiliation. Il n 'y a pas de dignité personnelle à vivre comme ça. Il faut reprendre tout ça d 'un bout à l 'autre. Et notamment, la question de faire cesser l 'architecture irresponsable qui a mis du verre partout, qui fait que toutes les constructions qu 'on a faites doivent être toutes reprises. Comment on va faire ? Il faut bien qu 'on ait des matériaux nouveaux. Au début de notre entretien, je vous ai parlé de cette affaire, de prendre l 'avance dans certains domaines, faire des sauts technologiques. Nous avons besoin de faire des sauts technologiques dans la santé. Devenons un pôle médical, national et mondial. Nous pouvons le faire, les Français, car nous sommes le deuxième pays pour les dépôts de brevets en Europe. Par conséquent, nous pouvons le faire. Ce que je voudrais vous dire, c 'est que pour ma part, plutôt qu 'à ce que l 'on peut considérer comme de l 'intendance, et la tendance, elle existe. Les projets pour la patrie, on doit les regarder loin au -dessus de l 'horizon. Nous pouvons être ce grand pays si nous nous donnons ces objectifs. Nous en avons le moyen. C 'est ça que je plaide devant vous. La santé est la prochaine frontière de libération de l 'humanité. Voilà ce que je crois. Les Français peuvent être les meilleurs dans ce domaine.

[Bruno Retailleau.](#)

Sur les normes, je suis déjà exprimé tout à l 'heure. Je le répète, la première chose, c 'est en arrivant, avec désordonnance, la suppression d 'une centaine de normes les plus stupides, pas de sur -transposition européenne, et j 'assume de modifier la Constitution pour supprimer le principe de précaution. Je veux qu 'on soit dans une société qui entreprenne, qui prenne des initiatives, une société de l 'audace. Il y a sans doute effectivement avec l 'agriculture, peut -être que le logement est un des secteurs économiques qui a fait les frais de cette sur -réglementation. Je voudrais ajouter plusieurs idées complémentaires. Moi, je pense que demain, il faudra réserver le logement social à ceux qui travaillent. Il n 'est pas normal qu 'à Paris ou dans des grandes villes, des infirmières, des fonctionnaires de police ou autres ne puissent pas se loger. Je veux d 'abord réserver le logement à ceux qui travaillent. On doit privilégier dans notre pays le travail. Ensuite, on a un problème de dénatalité. Personne n 'en parle. Le choc démographique, ce sera énorme, y compris pour notre économie. Moi, ce que je veux, c 'est que pour les jeunes, pour les jeunes couples qui vont avoir un enfant, comme ils le souhaitent, à chaque enfant, on puisse déduire des taux d 'intérêt de leurs emprunts qu 'ils contracteront pour acheter une maison, pour agrandir, pour acheter un appartement. Au premier enfant, ce sera 50 % de prise en charge par l 'Etat, des taux d 'intérêt. Au second enfant, ce sera 75%. Au troisième, ce sera 100%. C 'est de l 'argent qui est bien placé. Et enfin, puisque ces derniers jours, j 'ai entendu les dernières folies fiscales sur l 'imposition du patrimoine et des héritages. Moi, ce que je propose, parce que je pense au contraire, qu 'il faut faire circuler le patrimoine entre les générations, en plus taxer les morts, c 'est terrible parce qu 'en France, quand on

perçoit le premier euro, on est taxé, on consomme, on est taxé, etc. On est taxé toute sa vie. Mais moi, ce que je propose notamment, c'est que pour ce qui concerne les dons, pour que les enfants puissent acheter leur permis d'acheter de quoi se loger quand ils ont des enfants, on relève à 150 000 euros sans aucune taxe, ce dont des parents, des grands -parents, aux successeurs. C'est fondamental. Il y en a marre de cet Etat, vorace, qui taxe tout ce qui bouge.

· Marine Le Pen. · Peut-être que juste, ce serait bien de répondre aux questions que les gens nous posent.

· Ça part quand même un tout petit peu dans tous les sens. Je sais qu'il y en a certains qui pensent qu'ils ne vont pas être candidats très longtemps, mais de là, développer tous leurs programmes, il faudrait essayer de répondre aux questions qui se posent. Je suppose que la question que vous posez est plus large. En réalité, vous avez donné un exemple, c'est la bureaucratisation. Elle est insupportable, tout le monde est d'accord. La simplification est nécessaire, mais Mr Edouard Philippe a écrit un livre simplifié, c'est ça, en 2026, non ? C'est pas vous

? · Non, je suis content de savoir.

· Vous avez bien dit, ou écrit plutôt, qu'une simplification massive posait un problème parce qu'il y avait beaucoup de gens dont le travail était de gérer la complexité et qu'ils allaient se faire entendre. Je suis sûr un petit peu ce que vous avez dit tout à l'heure, d'ailleurs. Il me semble que vous l'avez écrit, on en reparlera. Donc ça, c'est inadmissible. Alors moi, je veux bien entendre tout ce que j'ai entendu. Mais CSRD, ZAN, RE 2020, ça c'est vous sûr hein, ça c'est vous sûr RE 2020, énorme inconvénient quand même pour les entreprises. S3D et Jean -Pas c'est des meilleurs, c'est pas une centaine de normes monsieur Retailleau qu'il faut supprimer, ce sont des milliers de surnormes. Parce que à chaque fois que l'Union Européenne impose une norme minimale, nous on fait mieux, on veut être le premier élève de la classe. Typiquement, et vous le savez, sur la transparence des salaires, l'Union Européenne impose la transparence des salaires pour les entreprises de plus de 100 salariés. Qu'est-ce qu'on fait nous en disant non, nous on va faire mieux, on va faire pour les entreprises de 50 salariés. Bravo, merveilleux. Madame von der Leyen va applaudir, en attendant ce qui n'applaudissent pas ce sont évidemment des chefs d'entreprise. Donc dans ce domaine de la simplification et de l'arrêt, c'est pas l'arrêt des nouvelles normes, c'est le retour sur toute une série de normes toxiques qui ont été décidées et qui ne peuvent être supprimées compte tenu de leur nombre que par des ordonnances qui massivement nous feront revenir en terme de compétitivité avec la norme minimale qui est exigée par l'Union Européenne. Ça coûte de l'argent les normes, on oublie de le dire. Ça a été évalué sur les 10 dernières années à 30 milliards, 25 milliards de pertes fiscales. C'est considérable, alors je ne dis pas qu'il faut toutes les supprimer, il y en a un certain nombre que vous avez d'ailleurs désigné, qui sont positives, qui nous donnent un avantage compétitif, qui permet que nos produits soient plus sûrs que les autres, celle-là bien entendu il faut les conserver. Mais toutes celles que j'ai citées tout à l'heure très objectivement, il est absolument urgent de les supprimer. Alors on n'a pas parlé de transmission, je ne sais pas si on aura le temps d'en parler après, de la fiscalité, il me semble que c'est le dernier thème. Voilà, donc fiscalité dans la dernière part. Très bien, alors on va garder un peu de temps pour parler de ça parce que c'est un sujet important.

Alors vous gérez votre temps. Edouard Philippe, du coup vous qui avez écrit, donc non, vous n'avez pas écrit de simplifier. Non,

merci de faire la promotion de mes écrits Madame Le Pen, mais je vous invite à les lire avant d'en parler, parce que ce n'est pas ce que j'ai écrit. Non mais c'est vrai, je vous assure, je suis sûr, je suis sûr. J'ai écrit quelque chose qui relève de mon expérience. Pas d'ailleurs simplement de mon

expérience de Premier ministre ou de parlementaire, mais de mon expérience dans la vie professionnelle ou dans mes responsabilités locales, sur les normes. Parce que souvent j'entends des gens qui disent, les normes c'est des petits hommes gris dans des bureaux d'administration qui veulent exister, qui produisent des normes. Et parfois, ça ressemble un peu à ça. Mais souvent, quand il y a une norme, avant qu'il y ait une norme, il y a une demande. Un accident, un scandale, l'expression d'une nouvelle priorité, une demande d'un groupe organisé, qu'il soit social, professionnel, qui dit attention sur ce sujet, on a besoin d'une norme pour éviter la concurrence des loyales entre des personnes qui n'ont pas nécessairement le même statut. Ça existe Madame Le Pen. Et j'ai dit que, en effet, lorsque vous partez sur un texte relativement simple à l'Assemblée nationale, qui vise par exemple à faciliter la construction, vous pouvez très bien, dans le cours du débat parlementaire, je ne mets en cause personne en disant ça, mais c'est la réalité. Dans le cours du débat parlementaire, vous pouvez très rapidement avoir des intérêts professionnels, des intérêts qui expriment une demande visant à mieux normer tel sujet, ce qui additionné petit bout par petit bout par petit bout devient un texte qui renforce la complexité et qui désincite à la construction. C'est ça que j'ai écrit Madame Le Pen. Et ça, ça correspond à la réalité malheureuse, mais à la réalité. Vous avez posé Madame la question de la fiche de paye. Une des raisons pour laquelle la fiche de paye est complexe, c'est que le système que nous avons mis en place est complexe. Tout à l'heure, quelqu'un a dit, mais l'Etat n'a qu'à nous demander une seule fois. C'est vrai. Mais il y a beaucoup d'organismes, entre guillemets, qui demandent ces informations, qui ne sont pas à l'Etat. L'URSAF, c'est pas à l'Etat. La CAF, c'est pas à l'Etat. Et c'est connecté, mais pas toujours. Et parfois on n'a pas le droit de connecter parce qu'il y a des normes et parfois c'est pas connecté. Juste un mot sur les normes, sont évidemment, par leur complexité, par la rapidité de leur évolution, et souvent par l'absence de leur clarté, un énorme problème. Je considère donc que pour avancer, je suis assez d'accord avec l'ordonnance de suppression, il faudra en faire. Je suis absolument convaincu qu'il faut s'interdire de sur-transposer. C'est tout à fait exact. C'est vrai en matière agricole, c'est vrai dans les autres matières. Et j'ai chargé, je le dis, Mme Morancet, qui est la présidente du Conseil Régional des Pays de la Loire, de faire une tournée en ce moment pour rencontrer les chefs d'entreprise, rencontrer l'ensemble des acteurs économiques pour déterminer les textes sur lesquels nous interviendrons dès le début du

quatrième.

La norme, c'est comme le cholestérol, il y a de la bonne norme, il y a de la mauvaise norme. Le côté Ravier -Milleille, il faut passer à la broyeuse l'ensemble des normes. Ça ne fonctionne pas parce que les normes c'est ce qui protège la santé, c'est ce qui protège l'environnement. Oui, ce qu'il faut faire, c'est se demander à chaque fois à quoi elles servent. Et quand il n'y a pas d'utilité à cette norme, évidemment que nous on est prêt, on n'est pas des fanatiques de la norme. Et on n'est surtout pas des fanatiques d'un système où il y a 17 interlocuteurs simplement pour un projet et où l'information ne circule pas. Et donc oui, il faut un guichet unique et il faut la circulation de l'information, qu'on ne demande pas 27 fois la même chose à notre interlocuteur. Par contre, monsieur Attal, je suis désolé, mais je m'attendais à votre culot sur l'économie, avec mille milliards de dettes en bilan de nous faire des leçons d'économie. Mais alors recevoir de vous des leçons d'écologie après l'été qu'on vient de passer, après 10 ans perdus sur la révolution écologique et la transformation écologique, je veux dire, il y a une limite à l'arrogance. En réalité, cet été, on a vu l'impréparation totale des 10 dernières années face au réchauffement climatique. Ce à quoi on a assisté, c'est à des pompiers qui sont intoxiqués par les fumées parce qu'ils manquent de cagoule à 80 euros. Ce à quoi on a assisté au mois de juin, c'est à nos enfants qui cuisent dans leurs salles de classe parce qu'il n'y a pas eu la rénovation thermique des bâtiments, parce qu'il n'y a pas eu la rénovation thermique des écoles. Et ce à quoi on a assisté cet été, ce printemps, c'est à la réédition d'une crise énergétique qui avait déjà eu lieu en 2021 -2022. En 2021 -2022, il y a le choc gazier. Qu

'est-ce que fait le gouvernement ? 70 milliards de subventions aux énergies fossiles. Et quand nous, nous demandons des investissements dans l'électrification, des investissements dans un leasing social qui soit largement plus développé que ce que vous avez commencé à faire avant de revenir dessus, et bien, fin de non recevoir. Donc on dépend 70 milliards d'euros dans le renforcement de notre addiction aux fossiles. Mais on n'est pas capable de mettre 8 milliards d'euros pour que les classes populaires et les classes moyennes ne dépendent plus des guerres de Poutine, de Trump, de Netanyahu, quand elles vont faire leurs plaintes pour aller travailler. La vérité, c'est qu'on a perdu 10 ans sur l'écologie et que nous ne perdrons pas une seconde de plus. Et donc moi, je serai, si je suis élu, le président de la révolution écologique. Et ça commencera dès le premier jour, parce qu'en fait, précisément parce que nous n'avons pas assez d'argent aujourd'hui, nous avons besoin d'investir dans l'écologie. Ce qui nous coûte extrêmement cher, c'est à chaque crise l'impréparation. Et ces crises, qu'elles soient énergétiques ou que ce soit la canicule, la sécheresse, les incendies, ces crises, elles vont se multiplier. La seule manière d'être économe aujourd'hui, c'est d'investir dans la transition écologique massivement. Parce que ça nous permettra de sauver de l'argent ensuite. Et qu'on en a marre de cet état impréparé qui vient juste éteindre les feux une fois qu'ils sont déclarés. Et ça coûte infiniment plus cher. Donc ce qu'on dépense maintenant pour l'écologie, eh bien, on ne le dépensera pas plus tard. Et au contraire, ça nous permettra enfin de pouvoir faire face et de préparer un avenir viable à nos enfants.

Merci. On avance sur le thème suivant. Pour résumer les idées des entrepreneurs, là je vais vous parler de fiscalité. De fiscalité des entreprises. Ils nous disent à l'approche du budget 2027 qu'ils le redoutent des hausses d'impôts, ils demandent des baisses d'impôts et ils demandent d'arrêter de changer des règles tous les 15 jours. Ce que dit la consultation du MEDEF, au près je le rappelle de 66 000 dirigeants, c'est que 83 % d'entre eux jugent prioritaire de réduire la fiscalité et les charges des entreprises. Merci de vous être devu, puisque en effet vous êtes le suivant. Prendre la parole Joris Brajon, merci beaucoup d'être avec nous. Ça marche plutôt bien pour vous, votre entreprise d'une phase forte de croissance, doublement des effectifs, mais la fiscalité, c'est ce que vous nous avez raconté et potentiellement un frein. Expliquez-nous, racontez-nous.

Bonjour à tous, merci déjà pour l'invitation. Oui, donc moi aujourd'hui je dirige une entreprise de logistique et transport qui est basée sur le sud de l'île de France, donc entre la Seine et Marne et les Sônes. Aujourd'hui on compte près de 90 collaborateurs. plus de 130 000 m<sup>2</sup> de surface logistique. Nous accompagnons des clients dans tous types d'activités. Ça passe de l'édition, à l'alimentaire, aux pharmaceutiques et cosmétiques, à l'industrie aussi, l'industrie du verre, de l'environnement, du plastique et bien d'autres. Aujourd'hui, comme vous l'avez rappelé à Emélie, sur les 5 dernières années, on a doublé nos effectifs, on a doublé les capacités, on a triplé le chiffre d'affaires. Sauf que la problématique, aujourd'hui, c'est qu'à chaque nouvel appel d'offre, à chaque nos projet, je dois arbitrer entre eux. Réinvestir, recruter, rembourser la dette, reprendre de nouvelles surfaces logistiques pour pouvoir accompagner le besoin des clients. Sauf qu'aujourd'hui, on est quand même contraint avec ce niveau de fiscalité qui est très important pour des structures comme la nôtre et comme l'attestent les 83 %, que vous venez de rappeler, et même 86 % des dirigeants dans le secteur du transport et de la logistique qui me concernent particulièrement. La liste est longue aujourd'hui de toutes les taxes, de tous les impôts qu'on peut avoir. On en a plus une dizaine qui représente aujourd'hui un peu plus de 15 % de mon chiffre d'affaires, qui représente 15 % du chiffre d'affaires. Et c'est le troisième poste de charge aujourd'hui dans notre compte d'exploitation. Donc aujourd'hui, j'ai une question simple, et j'aimerais qu'on ait une vraie réponse sur le sujet. C'est comment vous pourriez vous engager à une garantie, à un niveau de fiscalité raisonnable, juste raisonnable, pour qu'on puisse continuer à accompagner nos clients dans les nouveaux projets et à continuer à nous développer.

Merci pour votre question. Merci beaucoup. Edouard Philippe. Alors, je rappelle juste, je dois juste rappeler qu'en termes de temps, on est en train d'exploser les compteurs. Voilà, je vais résumer la situation assez simplement. Le débat est passionnant, c'est pour ça qu'on s'est laissé le temps, je vous le promets. Par contre, là, on va devoir effectivement faire un tout petit peu attention pour que certains ne loupent pas leur train et qu'on rentre chez nous. Edouard Philippe.

Je vais essayer d'être rapide. Je propose d'abord de supprimer 50 milliards d'impôts de production et de le financer par la suppression de 50 milliards d'aide aux entreprises. Pourquoi je choisis de supprimer... C'est facilement financeable. Je suppose de supprimer 50 milliards d'impôts de production parce que les impôts de production ont une caractéristique, c'est que bien souvent, ils sont assis soit sur la masse salariale soit sur le chiffre d'affaires et que c'est une très mauvaise assiette. Très mauvaise assiette. Autant on peut comprendre, lorsque l'on taxe l'entreprise sur ce qu'elle a gagné après avoir fonctionné, autant elle est la taxée alors même qu'elle n'a pas encore gagné d'argent, soit sur sa masse salariale, soit sur son chiffre d'affaires qui ne dit pas grand-chose de son résultat, en tout cas qui ne dit pas toujours quelque chose sur son résultat, ça me paraît une bonne idée. Donc moins 50 milliards d'impôts de production, mais moins 50 milliards d'aide aux entreprises parce qu'il sait bien faire des promesses qu'on ne sait pas financer, ça au moins c'est simple, c'est le premier point. Le deuxième point, en matière de fiscalité, je propose de ne pas toucher un cheveu au pacte du trade. Pas un. Pour une raison simple, les entreprises familiales ont un rôle particulier dans le capitalisme, monsieur Mélenchon, français, et ce rôle est trop restreint. Il est plus fort en Allemagne, il est plus fort en Italie du Nord. Il faut donc préserver la transmission du capital familial. Et pour cela, je dis, cessons de faire peser sur les détenteurs de ce capital familial. Attendez, je termine, j'en ai très rapide. Ensuite, je propose la fin de la surtaxe pour les grandes entreprises parce que cet impôt provisoire doit cesser et une fois qu'on a fait ça, on reste dans la politique de l'offre que j'ai indiquée. J'en termine, monsieur, pour vous dire que l'activité logistique est souvent dénigrée, elle est essentielle et que si par extraordinaire, vous travaillez sur des importations, n'oubliez pas de passer par le port du Havre. Merci beaucoup.

Édouard Philippe, et après. Édouard Philippe, Jean -Luc Mélenchon, allez -y, je vous laisse la parole. Vous avez été

citée, c'est une bonne idée. · Oui, oui, bon, la fin, allons -y. J'ai connu une période, ça existait, où on taxait différemment la part du profit qui était réinvesti dans l'entreprise et celle qui était distribuée en dividendes. Eh bien, je propose qu'on en revienne à ça parce que le vrai conflit de notre moment, c'est entre l'investissement productif et l'investissement financier, c'est -à -dire entre le capital spéculatif et le capital productif. Moi, je remettrai en place cette différence. Deuxièmement, tout le monde paye, il n'y a pas de raison que les très grandes entreprises, aujourd'hui, le taux moyen, je me marre, quand j'entends des déclarations sur les taux confiscatoires, c'est 25 % la loi. La vérité, la période dont je vous ai parlé, c'était 50 % sur la partie qui partait en dividendes, et 42 % sur celle qui partait dans le réinvestissement. Alors, franchement, la part qui est prise sur l'impôt a baissé sans cesse. Et il faut arrêter d'imputer à cela les difficultés que l'on rencontre parce que ce n'est pas vrai, même s'il y a des dispositions à prendre sur la manière de faire. Je vais terminer, ne vous inquiétez pas.

· Pour une fois, je n'ai rien dit, je n'ai pas bougé.

· Qu'est-ce

que vous me dites, alors ? J'arrête ou je continue ? · Ah non, continuez, vous

avez encore une minute. · Très

bien. Donc, j 'ai dit tout le monde paye. Trouvez -vous normal que M. Mittal, que vous avez laissé acheter la sidérurgie française, alors que Arcelor devait être l 'herbus sidérurgique. L 'Assemblée nationale a voté sa nationalisation. Est -ce que vous allez m 'aider à faire passer ça du Sénat, M. Retailot ? À nouveau à l 'Assemblée nationale pour qu 'on puisse, parce qu 'on a besoin d 'acier. Pas d 'acier, pas de réindustrialisation dans ce pays. M. Mittal s 'en ira à la première occasion si nous ne confisquons pas à temps cet outil. Nous en avons besoin pour faire de la géothermie. Combien paye d 'impôt, M. Mittal ? Zéro. Pourtant, il a les aides des entreprises. Total, zéro. Donc, nous avons besoin que ceux qui peuvent payent. Et je vous garantis que s 'ils payent et qu 'on fait déborder le vase, je vous le rendrai. De même, pour la santé. Si nous avons des politiques de prévention qui font baisser les dépenses de santé, je suis d 'accord qu 'on baisse les cotisations. Voilà comment nous pouvons être liés dans un pacte social honnête. C 'est que quand tout le monde s 'y met, à ce moment -là, le travailleur et le salariat, ils trouvent son compte. Sinon, c 'est un marché de dupes.

Bruno Retailot

?

Vous

avez beaucoup de temps, Bruno Retailot.

La France est ce beau pays où l 'Etat se sert avant que l 'entreprise n 'ait gagné le moindre euro. 20 % de la valeur ajoutée que vous produisez, justement, part comme ça. Et c 'est moitié plus qu 'en Allemagne. Donc, on a un vrai problème. C 'est plus une politique fiscale, c 'est une punition fiscale. Trois propositions que je mets sur la table. On a d 'abord parlé des charges sociales. Je veux réduire de 40 milliards dès les premiers mois. Et ce sera un engagement de les geler sur cinq ans pour assurer une stabilité, la stabilité de l 'environnement fiscal et réglementaire, c 'est fondamental. Donc, 40 milliards en moins de cotisations sociales, d 'impôts de production. Les impôts de production que je baisse sont la Z3S, la CVAE, la CFE pour la part outil de production et le forfait social. Le forfait social, j 'y tiens beaucoup parce qu 'hier, il était taxé à zéro lorsqu 'il a été créé, aujourd 'hui, à 20 %. Et c 'est la possibilité qu 'une entreprise a par l 'intéressement, la participation, le plan d 'épargne -retraite, on en aura besoin pour la capitalisation, de finalement partager les fruits de la croissance. Je me méfie, moi, des aides. Le fameux rapport du Sénat, qui était tout à l 'heure pointé d 'un sénateur communiste, les 210 milliards d 'aides aux entreprises, mais c 'est du flan.

Et c 'est du

flan. Fabien Guay, le rapporteur, le président de la Commission, est héliot, mais le rapporteur est communiste. Vous le connaissez. On mélange des serviettes et des torchons. Est -ce que les 80 milliards d 'allègements de charges sont une aide aux entreprises ? Est -ce que la TVA sur les médicaments, la TVA sur les produits de première nécessité, est -ce que ce sont, là aussi, des aides aux entreprises ? Donc, je me méfie d 'une opération qui consisterait à dire je donne d 'un côté, je reprends de l 'autre, parce que ça peut pas marcher comme ça. Mais les impôts de production, on les baisse. Donc, charge, impôt de production, et enfin, la transmission. Je ne touche pas au pacte du treuil. Je viens d 'un département où l 'essentiel des entreprises sont des entreprises familiales, mais j 'ajoute à côté, sans doute pour des plus petites entreprises, pour des entreprises agricoles, un principe simple, c 'est que lorsqu 'il y a une transmission en ligne directe, tant qu 'on ne vend pas, il n 'y a pas d 'impôt. Il y a un impôt différé qui n 'est payé que lorsqu 'on vend l 'entreprise. Comme disent les Anglais, no cash, no tax. Et ça, ça révolutionne la transmission de l 'entreprise, notamment pour les plus petites.

Allez -y, Marine Le Pen.

Oui, j 'ai déjà évoqué nos propositions sur la fiscalité, mais baisser la C3S, la CVAE et la CFE, c 'est pas suffisant, il faut les supprimer. Parce qu 'en réalité, il faut un réalignement compétitif pour les entreprises françaises. Donc il faut purement et simplement supprimer ces trois impôts. Il faut d 'ailleurs peut -être réfléchir, c 'est ce que nous faisons, à Niel's Progressive, qui permettent aux très petites entreprises d 'avoir un niveau qui soit un niveau très bas. Pour la transmission, il y a la moitié des entreprises dans les 10 ans qui vont devoir être transmises. Donc bien sûr, il faut conserver le pacte du trail, il faut le conditionner, quand même. à rester tout de même 10 ans à produire sur le territoire national. Parce que s 'il s 'agit de bénéficier de l 'avantage fiscal, et en réalité au bout de deux ans, soit revendre l 'entreprise, soit délocaliser, à ce moment -là on perd l 'avantage fiscal. Au moins les choses sont extrêmement claires. L 'impôt paperasse ça va quand même être important, parce que la simplification elle a une conséquence, c 'est que ça fait baisser quand même ce qu 'on appelle l 'impôt paperasse, qui n 'est pas négligeable notamment pour les petites entreprises, mais aussi pour les grosses. Il faut supprimer déjà, nous on le fera tout de suite, 130 impôts totalement improductifs, ou qui rapportent tellement peu que tout ça ça relève évidemment du travail de la Cour des comptes, il y en a un certain nombre, mais là nous on les 140, on les annule, soit on les annule purement strictement, pour 58 d 'entre eux, soit on les annule avec report pour 70 restants. Et puis pardon, mais puisque 'on parle de productivité, on a parlé de machine -outils, on a parlé de robotisation, on a parlé de numérisation, je pense que c 'est extrêmement important d 'accompagner des entreprises vers cela, parce qu 'on a un vrai déficit aussi sur ce sujet par rapport à d 'autres pays, notamment européens, et nous mettrons en place un suramortissement pour l 'ensemble de ces trois domaines, ce que je pense que c 'est ce qui peut permettre d 'accélérer l 'annumération et la robotisation des entreprises qui en ont besoin. Raphaël Gluck -Simmat.

Merci. Vous avez cité M. Retailot et M. Philippe le modèle allemand. Est -ce que vous savez quelle est la fiscalité en Allemagne sur la transmission des entreprises familiales ? Parce que moi aussi je suis attaché au fait qu 'il y ait des entreprises familiales, qui a un capitalisme familial qui lui ne délocalisera pas la production, et bien le modèle allemand, il taxe beaucoup plus au -dessus de 50 millions d 'euros les entreprises qui sont transmises que la France et que même ce que nous proposons nous comme réforme du Pacte du Trail. Et donc oui, les petites entreprises, les petites et moyennes entreprises, les ETI ne seront pas concernées, mais il y a un problème aujourd 'hui. Le Pacte du Trail est utilisé pour optimiser fiscalement et donc il faut des conditions, c 'est -à -dire qu 'on ne peut pas laisser une hérédocratie s 'installer sans contribution aux biens collectifs. On est en train aujourd 'hui de redevenir une société de privilège. Ça crée une instabilité totale. Dans les sociétés d 'anciens régimes, quand les choses sont figées, quand les inégalités se transmettent de génération en génération, et s 'oscifient, derrière ça produit la crise politique. Et donc ma mesure, puisque vous l 'avez attaqué selon votre opinion, elle ne touche pas 99 % des héritages qui ne sont absolument pas impactés. Elle touche les méga héritages. Et oui, il y a un problème quand on taxe plus le travail que l 'héritage. Oui, il y a un problème quand on devient une société qui fait peser la fiscalité davantage sur le travail que sur l 'héritage ou sur la rente. Ça crée une société qui est socialement injuste mais qui en plus est économiquement non -dynamique. Et donc j 'assumerai de revenir là -dessus. C 'est un choix de société en effet. Mais pour pouvoir baisser la fiscalité sur les salaires, eh bien on a besoin de dire où on trouve l 'argent. Parce que là je vous écoute, et en fait vous avez dit quelque chose M. Retailleau au début. Vous avez dit la gauche qui va créer de la dette. Mais quand on prend les gouvernements successifs du pays, c 'est la droite qui à chaque fois a cramé la caisse. Eh bien c 'est vrai. Regardez, la gauche, elle, laisse le pays avec moins de déficit. Et donc on a là un problème parce que quand on empile toutes vos promesses de suppression d 'impôts, de suppression de taxes, de suppression de tout et son contraire, à la fin, vous allez endetter le pays pour produire quoi ? Alors moi je vous le dis, il y aura une trajectoire fiscale stable. L 'incertitude, on oublie. On ne va

pas créer un impôt par jour. On ne va pas créer un impôt par an. Merci. Mais par contre, soyons très clairs. Pour conclure. On ne peut pas casser le modèle social. Si on casse le modèle social, on casse la démocratie.

Merci Raphaël Glucksmann. Je tiens à préciser, M. Rottière, vous avez un peu de retard. Donc si vous souhaitez réagir, vous pouvez le faire.

Non, simplement ce que je souhaite, c'est que pour expliciter ce que je veux, moi, bien faire sur le plan fiscal. Aujourd'hui, par rapport au pays européen, l'écart fiscal, la surfiscalisation de l'entreprise française, globalement, c'est 110 milliards. 110 milliards que les entreprises françaises doivent porter sur leur dos. Ce que moi, je propose, c'est que j'aie fait, ligne par ligne, qu'elles étaient les vraies aides aux entreprises. Je n'en trouve pas de 110 milliards. J'en trouve 40 milliards. Il y a, par exemple, le crédit impôt recherche. Est-ce que, ici, quelqu'un veut toucher au crédit impôt recherche ? Non, je pense qu'on a besoin de compétitivité et donc d'innovation. Donc ce que je fais, je pars de 110 milliards de cet écart. Je soustrais les 40 milliards, les vrais 40 milliards d'aides. Ça nous donne 70 milliards. Et moi, je pense que si je veux stabiliser la dette en cinq ans, je ne peux pas donner, c'est-à-dire je ne peux pas restituer 70 milliards. C'est la raison pour laquelle j'arrive à 40 milliards de baisse de charges et de baisse ou de suppression d'impôts de production. C'est chiffré très exactement. Et ce sera pour l'ensemble du mandat avec une stabilité fiscale et réglementaire absolument parfaite.

Marine Tondelier, vous avez deux minutes chacun. Marine Tondelier et Gabrielle Attal, puisque vous ne vous êtes pas exprimé sur le sujet. Deux minutes chacun. Pas de problème.

Le déficit tous les ans, c'est 150 milliards. Ce gouvernement, ce mandat a baissé les impôts de 62 milliards par an. C'est-à-dire que les baisses d'impôts que vous avez faites, vous, contribuent à la moitié du déficit tous les ans. Je dis ça, je dis rien. Sur les impôts, sur les entreprises, nous, on souhaite qu'ils soient plus justes. Parce qu'aujourd'hui, la fiscalité des entreprises, elle est par exemple très injuste pour les PME. Les PME, elles acquittent en moyenne une charge d'impôt sur les sociétés qui correspond à 21 % de leur excédent net d'exploitation. Et bien, les grandes entreprises, c'est 14. C'est-à-dire, c'est 7 points de moins. C'est un écart de 7 points. Ça veut dire que c'est 50 % de plus de taux d'imposition implicite pour les PME. Je pense qu'il y a beaucoup de PME représentées ici aujourd'hui. Donc, on veut rétablir une justice là-dedans. Deuxièmement, la fiscalité, elle est injuste pour les entreprises comme celle de madame sur le ciment écologique, qui sont des entreprises responsables, qui participent à l'économie circulaire et qui participent à faire baisser les émissions de gaz à effet de serre. Il faut aussi les avantager dans la fiscalité. Et la fiscalité, elle est injuste. Elle est injuste pour ceux qui travaillent par rapport à ceux qui héritent. Alors, j'ai beaucoup entendu parler du pack du trail. Nous, on ne veut pas le supprimer, évidemment. Mais oui, on va le changer. On va le changer parce qu'aujourd'hui, il est détourné. Si on prend toutes les exonérations, enfin les avantages fiscaux du pack du trail, les deux tiers de ces sommes, elles vont à 1 % des bénéfices. C'est-à-dire que si vous êtes 4 000, eh bien deux tiers des avantages du pack du trail vont juste au premier rang. C'est quand même un sujet. Donc, nous, on veut que le pack du trail revienne à son état d'esprit de départ, favoriser la transmission familiale, mais pas servir d'optimisation fiscale. Gabriel Attal, allez-y.

Non mais moi, d'abord, quand je vous écoute, j'ai l'impression que la France, ça serait un pays où des gens viendraient se réfugier pour payer moins d'impôts qu'ailleurs. Enfin, la France, c'est un paradis fiscal pour personne. Globalement, toutes les catégories de contribuables qui soient particuliers ou entreprises payent plus d'impôts en France que dans les pays de l'OCDE et chez nos voisins européens. C'est juste la réalité factuelle. Et désolé, madame Tondelier, mais moi, je suis

fière... Total, pays

0,1 · dans le parc sur les OCDE. Ils font

leurs bénéficiaires ailleurs, madame Tondelier, dans d'autres pays. Ils embauchent 38 personnes. Est-ce que je peux aller jusqu'au bout ? Je ne vous ai pas interrompu. Deuxième chose, moi, je le dis, je suis fier qu'on ait baissé le taux d'impôts sur les sociétés de 33 à 25, qu'on ait fait la flat tax, qu'on ait supprimé l'ISF. J'aurais jamais cette politique honteuse parce qu'elle a permis de rétablir une certaine attractivité. Et je vais vous dire, vous dites, vous avez baissé les impôts. Quand on a passé le taux d'impôts sur les sociétés de 33 à 25, vous savez quoi ? On a collecté plus d'impôts sur les sociétés avec un taux à 25 qu'à l'époque où le taux était à 33. Parce que oui, c'est de la logique de base. Quand vous baissez la fiscalité, l'activité économique se développe. Et donc, vous avez davantage. Je vais juste au bout du sujet. Aujourd'hui, c'est terrible pour les milieux économiques parce que depuis la dissolution, à cause de l'instabilité politique, tous les ans, c'est l'épée de Damoclès au moment du budget et une entreprise, elle se pilote pas au rythme des amendements parlementaires tous plus délirants les uns que les autres. Et donc, il faut en sortir. Moi, c'est aussi pour ça que je suis retourné à l'Assemblée. J'aurais pu faire le choix au moment de la dissolution de ne pas retourner à l'Assemblée comme député pour me protéger et pas aller dans ce chaudron qui quand même abîme. J'y suis allé pour me battre. Et dans le dernier budget, on a empêché la tax holding qui était prévue. On a empêché un certain nombre de taxes supplémentaires qui avaient été poussées par le gouvernement ou des parlementaires. On vous a empêché, madame Le Pen, de faire votre fameux IFF, impôt sur la fortune financière, qui taxerait tous les patrons ici. de PME qui sont propriétaires de part de leur entreprise. Parce qu'on s'est battu. Ce que je ferai en 2027 si les Français me font confiance, c'est d'abord une loi de programmation fiscale et économique. Sur 10 ans, on est très clair sur l'évolution de la fiscalité. On ne touche pas aux crédits impôts recherche, on ne touche pas aux dutreilles, on baisse l'ACVAE effectivement, parce que c'est un impôt absolument absurde qui nous fait différer très fortement de nos voisins allemands et qui fait payer des impôts alors même que vous n'avez pas encore fait un euro de chiffre d'affaires. Et donc on garantit une facilité et une stabilité aux acteurs économiques.

C'est donc l'heure des conclusions de chacun des candidats lors de ce débat du MEDEF. Vous avez chacun une minute. Une minute. Une minute. Vous avez une minute. Vous êtes à l'Elysée, mai 2027. Quelle est la première réforme que vous prenez pour répondre au tourment économique du pays, Raphaël Glucksmann, vous commencez.

Pas une mesure, parce qu'une mesure seule ne suffira pas à redresser le pays. Moi, je veux avec vous mettre en place ce contrat patriotique sur la révolution écologique, sur la transformation de notre société en société de travailleurs et non pas de rentier et d'héritier et sur la révolution technologique. Je lancerai ce contrat, mais au-delà de ça, j'irai au rapport de force avec les collègues européens pour vous protéger, pour faire en sorte qu'on arrête de vous sacrifier. Nous avons besoin aujourd'hui de ramener de l'industrie, de l'industrie et de l'industrie. Nous avons besoin de protéger nos productions dans les filières stratégiques. C'est fini. L'illusion du village global où l'Europe est le dindon de la farce. La France peut être la locomotive de cette puissance européenne autonome qui sait défendre ses intérêts, mais pour ça, il faut qu'elle arrête d'avoir peur, d'avoir peur de défendre ses intérêts, ses producteurs, ses principes, qu'elle arrête de regarder ses pieds. Nous sommes un immense pays avec un destin gigantesque. Il n'est pas fini. Ne cédez pas au déclinisme. Moi, j'y crois encore. Et je suis convaincu que la France pourra s'en sortir et à nouveau rayonner.

Marine Tondelier. Merci. C'est très 5ème République comme question. C'est on est à l'Elysée, on déçut tout seul. Il n'y a pas de gouvernement, pas de Parlement, pas de corps intermédiaire. Vous

avez une minute ? On discutera avec vous. Première chose. Vous êtes en train de... Et on augmentera le SMIC, comme je vous l'ai dit, à 2000 euros brut, mais en échange, on fera un grand plan d'aide pour les TPE et les PME. Parce que je trouve qu'aujourd'hui, ce n'est pas juste pour ces entreprises qui sont les plus nombreuses en France et souvent les moins bien notées. Alors ça veut dire, par exemple, compenser le coût à l'électrification des poils lourds. Ça veut dire une baisse, je l'ai dit tout à l'heure, du taux réduit sur l'impôt sur les sociétés. Ça veut dire vous donner les moyens de renforcer la lutte contre les risques psychosociaux pour les secteurs les plus exposés. Ça veut dire créer un prêt long terme à taux zéro pour financer vos investissements dans la diminution des émissions de gaz à effet de serre sans alourdir vos charges d'intérêt. Ça veut dire un guichet unique pour accompagner les PME et les ETI à la transition. Ça veut dire aussi recentrer le crédit pour recherche vers les PME et les ETI. Ce sera la présidence, vous l'avez compris, des petites et moyennes entreprises. Et voilà, ça fait une minute. · Gabriel Attal,

à vous.

· Moi, je veux vous dire ce que je retiens de ce débat. D'abord, je le dis, peut-être que certains seront déçus, mais l'écran de fumée Bardella est définitivement tombé. On en revient au grand classique de Mme Le Pen. Ces sujets, verbes, immigration et pour le reste, tout ce qui est économique, l'intendance suivra. On ne sait pas comment c'est financé. Sa réforme des retraites à 26 milliards d'euros pour amener à 60 ans. On ne sait pas comment c'est financé. Ça tombera toujours sur les entreprises. La deuxième chose que je retiens, et c'est ce que je trouve grave, parce que je l'entends aussi dans le débat public, c'est que finalement, beaucoup ont renoncé à un objectif de croissance. On doit toujours avoir en tête que notre objectif, et notamment pour ça, on doit parier sur l'innovation, c'est de faire grandir le gâteau. Parce que quand le gâteau ne grandit pas, vous avez des gens qui vous expliquent qu'il faut aller prendre la part du voisin. Pour certains, ils vous disent que c'est l'étranger. Pour l'autre, ils vous disent que c'est le riche ou celui qui a réussi. Assumons d'avoir une vraie stratégie de croissance, comme on en a pour certains fait des propositions ce soir. Assumons de dire que c'est possible qu'on a vécu des moments extraordinairement difficiles dans notre histoire en France. On a été envahis, on a été en guerre. On a toujours réussi à se reconstruire et à aller de l'avant. Moi, je crois que c'est possible que nos plus belles pages sont encore devant nous. Rien ne résistera aux entrepreneurs français. Mélenchon, à vous la conclusion également.

Oui, ben moi, je vais vous parler de l'organisation de la suite de notre débat, parce que ce sautilliment sur tous les thèmes est une mesure pour relancer l'économie. Demandez ça à l'enchanteur Merlin, mais pas à moi. C'est une politique globale qui relancera tout ce que nous avons à faire. J'en ai tracé les grands thèmes. La planification écologique. J'ai dit comment on financerait par un nouveau pôle public. J'ai dit que l'impôt sur les sociétés deviendrait progressif et qu'on taxerait davantage ce qui part dans la finance que ce qui va dans l'outil de production. Maintenant, j'ai deux choses à vous demander. Premièrement, dans la suite de cette campagne qui va durer huit mois, n'écoutez pas, si vous le permettez, de vous le demander, les caricatures. Écoutez ce que nous disons vraiment et ce que nous proposons vraiment. Parce que sinon, on ne peut pas avoir un dialogue sérieux et mutuellement respectueux. Enfin, dans le moment où nous sommes, tiens, il me reste onze secondes. Dans le moment où nous sommes, je veux vous redire que, si nous nous donnons des objectifs, nous avons le moyen de développer notre pays. Il y a l'IA française, elle est possible. Pourquoi vous avez laissé un Irlandais s'y installer ? Nous avons l'ordinateur quantique possible. Nous avons l'avion spatial. C'est donner des objectifs précis. Il nous tirera d'affaires et vous ne pourrez pas le faire sans une classe ouvrière correctement rémunérée et vivant dans la dignité, dans son logement et dans son travail.

Merci. Marine Le Pen.

Oui, je ne répondrai pas non plus à votre question parce qu'il est impossible de répondre. Il n'y a pas une mesure, évidemment. Il y en a énormément. Et je l'ai expliqué, il y a en même temps un plan de relance massif de l'économie et en même temps un plan d'économie massif sur la dépense publique. Ça, c'est absolument essentiel. Tout ce que je voudrais vous dire, c'est que nous, nous avons fait un travail extrêmement sérieux. Ça fait deux ans qu'on le fait. On va le refaire là. On a fait un contre-budget. Nous avons été les seuls. Ah non, pardon. La France Insoumise également a fait un contre-budget. Ça permet de savoir exactement ce qu'il en est. Je n'ai pas vu les autres formations politiques faire de contre-budget au moment du budget. C'est dommage parce que ça permet vraiment de mesurer ce qu'il en est des choix politiques parce que le budget, ce sont des choix politiques. Il y a encore une fois, dans quelques jours, nous présenterons notre trajectoire de redressement des finances publiques. C'est quand même pas rien quand on est candidat à la présidentielle. On ne peut pas ne pas le présenter non seulement aux entrepreneurs que vous êtes, mais à l'ensemble du pays. Donc, encore une fois, jugez sur ce que vous lisez, sur les engagements que nous prenons et pas sur ce que vous pouvez entendre de ci de là, qui est souvent effectivement assez éloigné de la réalité.

Merci Marine Le Pen. Edouard Philippe.

La première chose que le président de la République élu en mai prochain devra faire, c'est probablement s'attaquer à la révision du budget qui va être adopté. Vous allez dire, c'est curieux de dire qu'on va devoir réviser un budget alors qu'on ne sait pas encore comment il va être adopté. Mais je prends le pari qu'il va être bon. Il ne va pas être bon parce qu'il va être discuté et adopté dans les mêmes conditions que les deux derniers, c'est -à -dire des conditions abominables d'instabilité, d'absence de majorité, d'incohérence pas due au gouvernement. Simplement, il n'y a pas de majorité, donc il ne sera pas cohérent. Et donc, la première chose à faire, ce sera de prendre la situation budgétaire tant qu'on la trouvera et de remettre de l'ordre et de la cohérence dans le dispositif budgétaire immédiatement et pour le long terme. Et pour faire ça, il faudra mettre en œuvre les mesures sur lesquelles je me suis engagé, celles que j'ai évoquées avec vous. Ça, c'est fait. 19 secondes. Les 18 dernières secondes, c'est, monsieur Martin, monsieur le président, vous avez eu l'intelligence dans le discours que vous avez prononcé de dire que même si la situation est difficile, il fallait être optimiste. Je me parcours, évidemment, comme tout le monde ici, les départements, à chaque fois que je vais visiter une entreprise. À chaque fois, je vois des pépites exceptionnelles partout sur le territoire. Nous devons avoir confiance. Ces pépites, elles ne demandent qu'à briller. Elles veulent briller encore plus. Nous devons tout faire pour faire en sorte que ce soit possible.

Bruno Retailleau.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que ce ne sont pas quelques réformes, quelques rustines dont la France a besoin. C'est un changement de système. Une fois à l'Élysée, je prendrai trois décisions. La première, je mettrai fin au système qui surtaxe le travail et qui encourage, malheureusement, la Cistana. J'ai dit comment je le ferai avec le seuil zéro cotisation. La deuxième, un double choc fiscal et réglementaire. Et la troisième décision, ce serait une décision qui est importante. Je vous rendrai la liberté, la liberté de choisir. Nous sortirons, vous sortirez, si vous le souhaitez, des 35 heures. La durée du travail, vous choisirez la durée du travail dans votre entreprise, dans vos branches, avec les salariés. Vous choisirez les règles du Code du travail dans le dialogue social, comme l'avait proposé, d'ailleurs, il y a quelques années, Robert Badinter. 50 fondamentaux du travail. Et pour le reste, c'est vous dans le cadre d'un dialogue social qui choisirez les règles qui s'appliqueront concrètement sur le terrain à votre entreprise. Et c'est de cette façon -là

qu 'on pourra révolutionner notre pays et que définitivement, on sortira du social étatisme dans lequel nous sommes enfermés depuis plusieurs décennies.

C 'était donc le premier débat de cette élection présidentielle avec le MEDEF sur LCI. Merci à ceux qui nous ont regardé. Merci aux entrepreneurs. Merci à tous.